ARC en Ciel

La Revue de Nouveaux Droits de l'Homme

N°72

www.ndh-france.org

2ème / 3ème Trimestre 2014 ■ 3 €

1914 : LE CENTENAIRE

Mort de Jaurès et du droit à la paix

Jaurès, par Henri Martin.
Musée d'Albi.

Entretien exclusif avec Michel Rocard

ailleursEXACTEMENT®

vous êtes bien
en Île-de-France

Partez à la découverte des 4 parcs naturels
sur www.parcsnaturels.iledefrance.fr

Téléchargez l'application
Parcs naturels

Télécharger dans l'App Store

DISPONIBLE SUR Google play

îledeFrance
Demain s'invente ici

« L'Europe, l'Europe, l'Europe… »

Pierre Bercis
Président de NDH

Ainsi parlait le Président de Gaulle en montrant du doigt ceux qui, à l'entendre, sautaient comme des cabris sur leur fauteuil. Sans doute avait-il raison, car aujourd'hui, c'est le reflexe, en France et dans nombre de pays de l'Union Européenne : limiter son pouvoir.

Beaucoup, toujours comme de Gaulle, pourraient appeler les institutions de Bruxelles « le machin », ainsi qu'il nommait l'ONU, tant celles-ci se sont éloignées des peuples par leurs pratiques purement bureaucratiques et technocratiques.
On réglemente sur les fromages, les œufs, les pesticides mais rien sur l'égalité devant l'impôt entre pays, source de concurrence déloyale.

Par contre, l'appareil exige de vieux pays souverains qu'ils ne dépassent pas un déficit public de 3 %, au risque de tuer les malades, au nom d'une idéologie libérale.

En conséquence nombre de peuples se rebellent et des crevasses apparaissent dans l'Union.

Seront-elles assez grandes pour la disloquer ? Sans doute pas. Mais il s'agit tout de même d'une crise majeure depuis les années 50 qui virent la création du Marché Commun par le traité de Rome après l'appel de Robert Schuman.

Soyons objectifs cependant. Comme le dit Michel Rocard dans l'entretien qu'il nous a accordé, l'Europe sert aussi de « bouc émissaire », d'exutoire à toutes les rancœurs nationales.

La crise économique, qui enfle comme le taux de chômage n'est pas qu'européenne. Elle est mondiale.

Dès lors, il n'y a que les extrêmes droites pour condamner l'Europe en tant que telle. Elle est comme l'âne de la fable de La Fontaine, « ce pelé, ce galeux » chargée de toutes les fautes, surtout de celles qu'elle n'a pas commises. L'extrême droite, certes mais aussi le Parti Communiste français du temps où il existait et qu'il était le bras armé de Moscou avant l'effondrement de l'URSS. L'Europe, en fait, est l'ennemie des extrêmes (et pas seulement parce qu'elle a été fondée par les démocrates-chrétiens suivis par les sociaux-démocrates). Telle est donc la situation présente après le tsunami électoral du 25 juin.

Crise financière, crise économique, crise morale… Les extrêmes de droite ou de gauche n'ont aucune solution (sinon de revenir en arrière). Les partis de gouvernement resteront donc en place par défaut. En ayant compris la leçon ? Du moins espérons-le. Mais rien n'est moins sûr… ■

Arc en Ciel

revue de
Nouveaux Droits de l'Homme

ONG avec Statut consultatif près le Conseil économique et social des Nations unies

14, Cité Vaneau
75007 Paris

Tél.: 01 47 53 78 78
Fax : 01 45 56 07 06

Courriel : ndh-ong@wanadoo.fr
www.ndh-france.org

Siège International
Nuevos Derechos del Hombre
Hipolito Yrigoyen :
2038, 2 piso
1089 Buenos Aires
Argentina

Tél et Fax : 00 54-11 4951-0346
Courriels : ndh@ndh.org.ar
www.ndh-argentina.org.ar

Directeur de la Publication
Pierre Bercis

Directeur adjoint
Michel Rocher

Rédactrice en chef
Nezha Dumas

Rédaction
Jérôme Allain
Christian Austruy
Hiroko Bessho
Véronique Bévin
Jean Dominique Capocci
Michèle Colomes
Patrice Renoud

Impression
IDM Imprimerie
15, rue de Babylone - 75007 Paris
01 45 49 38 25

Maquette : Jérôme Allain
06 48 30 99 17
jalkastudio@gmail.com

ISSN : 2267-0092

Sommaire

Éditorial

« L'Europe, l'Europe, l'Europe… » 3

France

1914-1918 : la Grande Guerre, Jaurès et le droit à la paix, par Christian Austruy 5-7

Économie

Du bon usage de J.M. Keynes, par Pierre Bercis 9

Entretien exclusif - Michel Rocard, ancien Premier ministre, déclare à Arc en Ciel : « Les déficits ne sauraient être permanents » 10

International

Iran, Irak, Syrie : la guerre de trop aura bien lieu 14

Nigeria : 300 jeunes filles enlevées. Le cancer islamiste s'étend 15

Mobilisation contre les violences faites aux femmes dans les conflits lors d'un sommet à Londres 15

Le pays du sourire forcé, par Jérôme Allain 16-17

Barbarie : même les durs ne sont pas épargnés 18

Dossier

Pour la création d'une chaîne TV « Spécial Emploi » 19-22

Société

Japon : leurre des vacances, par Hiroko Bessho 23-24

L'invention des maladies à but lucratif, par Rosangela Barcaro 24-25

Histoire

Juin 44 : les nations bleu, blanc, rouge, par Patrice Renoud 27

Comment est né le drapeau européen 27

NDH Italie

L'honneur perdu des hommes politiques, par Michel Rocher 28-29

Élections à l'italienne : un nouveau risorgimento ?, par Federica Pezzali 30

Culture

Pinacothèque de Paris : Le mythe Cléopâtre 31

Musée des Arts Premiers : Les indiens des plaines, par Jean-Dominique Capocci 32

Musée Pierre Soulages : Soulages, retour au pays natal, par Michel Rocher 33

1900, c'était la Belle Époque, par Jean-Dominique Capocci 34

Cinéma

Qu'est-ce qu'on a fait au bon dieu ?, de Philippe de Chauveron 35

Cristeros, de Dean Wright 35

Des livres et nous

Le mal Napoléonien, Lionel Jospin 36

Mourad Ben Turkia : un proscrit de la république, Edmond Jouve 36

Lettre d'une enfant de la guerre aux enfants de la crise, Evelyne Sullerot 37

Les Brèves de Pol et Mique 38

1914-1918 :

la Grande Guerre, Jaurès et le droit à la paix

par Christian Austruy

C'est la première année du centenaire de la première guerre mondiale et celle de l'assassinat du grand Jaurès, au Café du Croissant, près du siège de l'Humanité dont il était le fondateur. Cette date mérite un temps de pause et de réflexion pour tous ceux qui ont le plus grand respect pour les combattants, pour Jean Jaurès et militent sans naïveté, comme lui pour la reconnaissance du « droit à la paix ». Car tel est bien l'enjeu, sans que ce droit fondamental pour lequel NDH se bat depuis quatre décennies eut été reconnu.

Jaurès par Henri Martin - Illustration gracieusement fournie par le Musée d'Albi.

En effet, quel est le droit le plus essentiel pour toute femme, pour tout homme que le droit à la paix sans lequel tous les droits reconnus le sont en vain : liberté d'expression, de circulation, droits sociaux, droit à la dignité.

Le pape Paul VI le rappelait à la tribune des Nations Unies : « Avec la paix, tout est possible ; sans la paix, rien n'est possible ». Ce droit est la base, le socle de tout progrès. Et l'on peut s'étonner qu'il n'ait jamais été reconnu. Ni en 1789, ni en 1948 par l'ONU dont c'est pourtant la raison d'être.

Le droit à la paix, comme les autres droits, n'est pas une de ces niaiseries des pacifistes bêlant mais un idéal incontournable sur lequel s'épanouissent tous les autres droits de l'Homme. C'est d'ailleurs dans cet esprit que le père du socialisme français a écrit son ouvrage fondamental : « L'Armée nouvelle », preuve qu'il était parfaitement conscient des dangers quand un pays n'avait pas de défense nationale ou une défense nationale faible. Son idéal, sur le modèle suisse (puis yougoslave) était des citoyens prêts à défendre, fut-ce les armes à la main, leurs libertés. Pas d'Armée de conquête mais une Armée qui défend les valeurs de la République (sociale).

Or jamais on ne se soucie de cette pierre angulaire indispensable à la démocratie en marche sans laquelle l'édification des droits de l'Homme demeure bien souvent un château des cartes.

(Suite page 6)

(Suite de la page 5)

1914-1918 : la Grande Guerre, Jaurès et le droit à la paix

Le droit à la paix, un but recherché et jamais atteint.

Une illusion ?

Alors, une illusion, un mythe ? Que nenni. Le droit à la paix aurait dû être reconnu il y a longtemps, quelle que soit la difficulté à le mettre en œuvre concrètement sur le terrain. Les peuples peuvent vivre sans liberté de parole, privés de nourriture, de possibilité de voyager… En revanche, si la vie est directement menacée, à quoi peuvent servir ces droits légitimes ?

Sans remonter à Mathusalem, voire en se cantonnant à l'actualité, qu'est-ce qu'espèrent le plus les Syriens, les femmes de l'Est du Congo Kinshasa, les Afghans etc. sinon la paix ? Cependant, aucun État membre des Nations Unies ne le prône comme une condition *sine qua non* à l'application de la Déclaration universelle des droits de l'Homme. Pas même la France qui engage ses troupes au Mali, en République Centrafricaine pour éviter des massacres après les avoir envoyées au Rwanda.
Le fera-t-elle encore longtemps d'ailleurs puisque l'inventeur du « droit d'ingérence humanitaire » le bon docteur Kouchner, avec quelques loups, hurle à la participation de notre pays au génocide de 1994. A l'avenir, jouons les Ponce Pilate ; lavons-nous en les mains ; laissons-les se massacrer joyeusement. Femmes, enfants, vieillards…

Que comptent ces vies ?

Le député de Carmaux, socialiste flamboyant avait une autre vision des choses. Inconditionnel de la justice sociale, il s'est levé pour tenter de sauvegarder la paix. Il espérait que la classe ouvrière allemande, très encartée au S.P.D. (parti social-démocrate) pour la première fois de l'Histoire, mettrait crosse en l'air, refuserait la boucherie qui s'annonçait. En vain.
Tous les pays européens partirent donc « la fleur au fusil » après que Jaurès eut été éliminé par un soi-disant fou qui fut bientôt remis en liberté.

Chacun connait la suite. Qui n'a eu un membre de sa famille parmi le million et demi de morts. Ce fut la mythique bataille de la Marne ; les tranchées ; le chemin des Dames, Verdun…
Tout ce que l'on va revoir durant quatre ans grâce à l'invention du cinéma par les frères Lumière. Le courage des «poilus»… et des fusillés pour l'exemple.

Hécatombe

Mais ce n'est pas pour autant qu'à la fin de cette hécatombe

on imposa le « droit à la paix ». Certes, fut créée la Société des Nations, ancêtre plus impotent encore que l'ONU. Aristide Briand reprit, peu ou prou, le discours de Jaurès. Trop idéaliste cependant.

Heureusement, dans l'ombre, le colonel de Gaulle se préparait au pire. *« Si vis pacem, para bellum »* clame le dicton latin. Après le « Vers l'Armée nouvelle »… « Vers l'Armée de métier » quand Churchill marmonnait, le cigare aux lèvres : « Vous avez voulu éviter la guerre au prix du déshonneur, vous avez le déshonneur et vous aurez la guerre. »…

Que l'on comprenne bien ceci pour éviter les quiproquo : vouloir la paix, la considérer comme le droit le plus fondamental de tous, n'est pas faire la politique de l'autruche ou, à l'instar trois petits singes de Londres : « ne rien dire, ne rien voir, ne rien entendre » La France fatiguée, épuisée par la Grande Guerre, n'avait plus envie de se battre après la « der des der ». Mal lui en prit car son impréparation morale et militaire lui valut l'occupation nazie après que Blum (qui n'était, hélas, pas Jaurès) eut pleuré, en 1936, lorsque les républicains espagnols sont venus lui demander des armes pour lutter contre ce nazisme édulcoré qu'était le franquisme. Le « pauvre » ne pouvait accéder à leur demande quand les stukas mitraillaient Guernica.

Une compagnie d'artillerie en 1914

Si, aujourd'hui, le droit à la paix était enfin reconnu, il serait opposable à Assad, au Sud-Soudan, à ce monsieur Poutine qui prétend avoir des droits sur toutes les minorités russophones périphériques à la Russie (comme Hitler avant-guerre pour les germanophobes). La paix est non négociable. Voilà pourquoi il faudrait en même temps que ce droit nouveau et essentiel est reconnu que soient largement renforcés les pouvoirs de la Cour Internationale de Justice de La Haye, née après 1918, mais dont les possibilités sont par trop limitées. La France a un gouvernement socialiste qui célèbre la mémoire de Jaurès. Que n'a-t-elle cette ambition, au niveau international, de faire reconnaitre le droit à la paix avec les instruments qui vont avec : une C.J.J. modernisée et des troupes sous «casque bleu». Car bientôt, avec les crachats qu'elle reçoit de la part du tyran Kagamé sur sa soi-disant participation au génocide au Rwanda, il y a vingt ans, l'opinion publique française n'acceptera plus que nos soldats soient envoyés pour des missions de maintien de la paix où il n'y a que des coups à prendre.

S'il faut célébrer le centenaire de 14-18, le sacrifice de Jaurès, bientôt la fin de la seconde guerre mondiale, ce ne peut être sans en tirer les conséquences.

Notre diplomatie doit être imaginative, constructive
Ou bien la France n'est plus la France. La paix n'est pas qu'un travail de mémoire, en interne comme à l'extérieur (Shoah, génocide arménien ou rwandais…) elle est un objectif sacré, universel ; le fondement de toute action. ■

Guynemer, un héros bien oublié…

150
ÉVÉNEMENTS
APPLAUDIS &
SOUTENUS PAR LA
RÉGION
AQUITAINE

ARTS DE LA SCÈNE
CINÉMA
EXPOSITIONS
LIVRES
MUSIQUES
PATRIMOINE
TOURISME
...

aquitaine en scène

Photo : Gettyimages

RÉGION AQUITAINE | L'AVENIR S'ÉCRIT EN AQT | aquitaineenscene.fr

Du bon et du mauvais usage de J.M. Keynes

par Pierre Bercis

La situation économique dégradée est l'occasion de réfléchir sur l'application des principes du grand théoricien John Maynard Keynes, cet Anglais qui influença l'Occident avant et après la seconde guerre mondiale (Franklin Roosevelt en particulier) afin de sortir les États-Unis et l'Europe de l'Ouest de la crise de 29. Keynes se distingua des économistes classiques, « orthodoxes » tous partisans du libéralisme et de la rigueur budgétaire en prônant de recourir au déficit afin de relancer les économies à l'arrêt en favorisant la consommation et les investissements.

Bref, en mettant de l'huile dans les rouages d'un moteur grippé : Il voulait « à tout prix » réactiver la machine atteinte par la déflation (au risque de l'inflation) ce qui lui paraissait à juste titre un moindre mal que l'appauvrissement, le chômage. Sur le plan éthique et sur le plan social. Lord Keynes était un homme de gauche pourrait-on dire.

Par la réussite de sa méthode, la planète devint « keynésienne » et le monde libre releva ses ruines. Mais c'était sans « compter » (si l'on ose dire) avec le retour en force de l'école libérale (l'école de Chicago) portée aux nues par Ronald Reagan (et Margaret Thatcher) qui appliqua ses méthodes au Chili après le coup d'État de Pinochet, le 11 septembre 1973. Dès lors, deux théories se sont affrontées. L'Allemagne, traumatisée par l'inflation galopante d'après la première guerre mondiale, se rallia à l'orthodoxie libérale et imposa un Mark fort, notamment sous l'impulsion du chancelier Ludvig Erhard. Puis à son tour la Commission européenne, présidée par Barroso, l'ami de George Bush junior, lui emboîta le pas : mondialisation sans frontières, adoption de l'Euro comme monnaie unique « à condition qu'il fût fort », financiarisation de l'économie, rigueur budgétaire… Une véritable purge qui fit vaciller les pays les plus laxistes (Grèce, Portugal…) Bientôt l'Italie et la France ?.

John Maynard Keynes (à droite) et Harry Dexter White (à gauche) en 1946. Source : FMI

Tous les pays qui avaient longtemps abusé de la « potion magique keynésienne », comme aurait dit Astérix. C'est l'argent qui devenait le roi du monde au détriment de l'emploi. Wall street et la City de Londres dominaient jusqu'à ce qui une nouvelle crise surgisse en 2008 par de nouveau excès, inverses de ceux du keynésianisme. Les nouveaux mots d'ordre (enregistrés chaque année au sommet de Davos, sur le coffre-fort suisse) : compétitivité, réduction massive des coûts dont celui du travail, dumping social etc. La parfaite panoplie de la régression sociale, favorisée par la disparition du bloc soviétique et l'arrivée des pays émergents comme la Chine, l'Inde, le Bengla-Desh etc. où les charges sociales sont quasiment nulles au risque d'une concurrence déloyale. Mais il faut bien que tout le monde vive et les pays pauvres ont droit au développement. La concurrence, par la financiarisation et par l'hypocrisie des maîtres de l'argent se fit donc de manière sauvage sur le dos des travailleurs des pays développés qui avaient pourtant conquis de haute lutte des droits comme la semaine des 40 heures, des congés payés, la sécurité sociale… C'est une régression de par la volonté du dieu Mammon alors que, en bonne justice, les travailleurs des pays émergents, surexploités, auraient dû bénéficier des mêmes avantages que leurs camarades des pays développés. Un alignement non par le bas mais par le haut.

Keynes a-t-il encore raison ? Les libéraux (économiques) ont-ils entièrement tort ?

Ce serait facile de voir le monde de manière purement manichéenne, selon que l'on privilégié l'Homme ou l'Argent ; l'économie réelle ou l'économie théorique. Il n'y a qu'un axiome : le marché est la pierre angulaire du système. L'économie planifiée à la soviétique a fait long feu, logiquement car, comme le disait le professeur Raymond Barre « casser le thermomètre ne supprime pas la température ». Toutefois, l'abus des déséquilibres, s'il a sa raison d'être, ne peut être que temporaire, conjoncturel. L'erreur a peut-être été là. Les déficits ne peuvent être chroniques car en ce cas, même les États les plus puissants, les plus riches courent à la ruine, comme tout individu. Ce sont les générations suivantes qui devront, durant des années, solder les comptes, être appauvris.

Où va la France avec une dette qui est passée de 50% du produit intérieur brut à 95% ? Dans le mur tout simplement. En conséquence, il est du devoir des gouvernements de redresser la barre au plus tôt. « Qui paye ses dettes s'enrichit ». Par contre, comme au niveau des coûts sociaux dans la concurrence entre pays émergents et pays développés, le redressement doit être juste. Pas au détriment des travailleurs, des gagne-petit, des modestes retraités.

Conclusion, oui, Keynes avait raison mais pas de manière absolue, permanente. Ce qui n'empêche pas les libéraux d'avoir mathématiquement, logiquement raison. A condition que les règles d'or du marché soient mises en œuvre au profit de l'Homme, c'est-à-dire dans la justice sociale. N'est-il pas le seul but de l'activité humaine depuis l'éternité des temps ? En tout, sachons raison garder. ■

Michel Rocard, ancien Premier ministre, « Les déficits ne sauraient

Arc En Ciel : Monsieur le Premier Ministre, peut-on comparer *mutatis mutandis*, la France dont vous étiez le chef du gouvernement et la France actuelle ?

Michel Rocard : L'évolution fait partie de la vie, pour une personne comme pour un pays. Le changement est permanent dans bien des domaines : culture, éducation, infrastructures… Mais ce qui est constant pour la France, c'est sa vocation à l'universalisme. Son image est toujours la même.

AEC : Keynes, selon nous est un économiste fondamental, mais n'a-t-on trop abusé de ses théories notamment en ce qui concerne le « bon usage » des déficits ?

Michel Rocard © MEDEF

M.R : Réponse « non ». Le bon usage des déficits est une conséquence corollaire. Ce n'est en rien le cœur de l'affaire. Le cœur de l'affaire, chez Keynes, est la reconnaissance que le moteur principal de l'économie est la consommation. C'est ensuite que l'Etat est tout sauf neutre. Il est d'abord un agent d'investissement et, troisièmement, qu'il a un rôle régulateur.
Donc Keynes affirme qu'en cas de ralentissement de la croissance, voire d'une baisse ou d'une récession, l'Etat a pour fonction d'essayer cette tendance en acceptant temporairement un déficit. A condition cependant d'être capable de compenser ce déficit par des excédents quand tout va bien. Si on ne fait pas ça, on n'est pas Keynésien. C'est déjà la récusation de Keynes et une espèce de lâcheté.

Par ailleurs, soyons plus précis à propos de la révolution keynésienne. Les conditions d'application pratiques ont changé.Entre les deux guerres (15 ou 20 ans) c'était des économies nationales avec des monnaies nationales, le tout sous haute protection douanière. Dans cette situation, les secousses, les récessions relevaient de la responsabilité de l'Etat, maître du jeu. Il relevait de sa responsabilité de lutter contre les variations en se servant des moyens budgétaires et monétaires pour inverser la tendance. Keynes était très hostile au surendettement. Le surendettement a surgi quand le monétarisme aura supplanté le keynésianisme d'une manière évidente. Le monétarisme, l'incitation à l'endettement, on ne le trouve nulle part dans Keynes.Second constat, quand les frontières douanières disparaissent, que s'établit le libre-échange, l'outil étatique a moins de prises pour réguler. Les conditions géographiques d'application sont bouleversées mais globalement ça ne change rien au bien-fondé des théories de Keynes pour l'économie mondiale. Il n'a jamais été aussi important d'être keynésien.

AEC : Le fondateur de la Sécurité Sociale en France, Pierre Laroque, puis plus tard, la première ministre des Affaires sociales du Président Mitterrand, Nicole Questiaux considéraient, pour le premier, que le déficit du budget social n'était pas un problème quant à la seconde qu'elle n'était pas « le ministre des comptes ». Qu'en pensez-vous ?

M.R : Les deux ne disent pas la même chose. La phrase de Nicole Questiaux est objectivement une ânerie ; une faute majeure. Quand on est ministre de la Sécurité Sociale, on tient aussi les comptes. Ce ne sont pas des comptes privés mais publics.
La phrase de Pierre Laroque est bien différente. Elle est compatible

déclare à Arc en Ciel :
être permanents »

avec l'idée d'inscrire les comptes de la Sécurité Sociale dans les comptes publics et d'assujettir le tout dans la théorie de Keynes (y compris le devoir d'excédents quand on sait bien qu'il est difficile de rembourser. Oser dire que ce n'est pas un «problème», c'est parce que Pierre Laroque, avec sa philosophie, ses vues sociales, sentait bien qu'il y avait encore une vague de croissance possible, grâce au pouvoir d'achat que la Sécurité Sociale consolidait et qu'il accroissait en distribuant aux inactifs. Ce surcroît de croissance entrainait mécaniquement une augmentation des recettes fiscales. J'ai eu Laroque, comme professeur autrefois et je ne l'imagine pas du tout en train de prêcher les déficits à tout-va. Çela ne lui ressemble pas.

Le fondateur intellectuel de la Sécurité Sociale, dans le monde est un Anglais, Lord Bevin. Son rapport fondamental date de 1942.

Jusque-là, il était assureur. Spécialisé dans la couverture des risques sociaux. Le thème central de son rapport a été de demander la généralisation de l'assurance maladie et de l'assurance chômage (laquelle ne fait pas partie de la Sécurité Sociale en France).

L'axe central de son rapport n'est pas à but humanitaire mais, au-delà de l'humanitaire, d'humaniser le capitalisme ; de la rendre supportable (y compris politiquement). Voilà le thème central de son rapport.

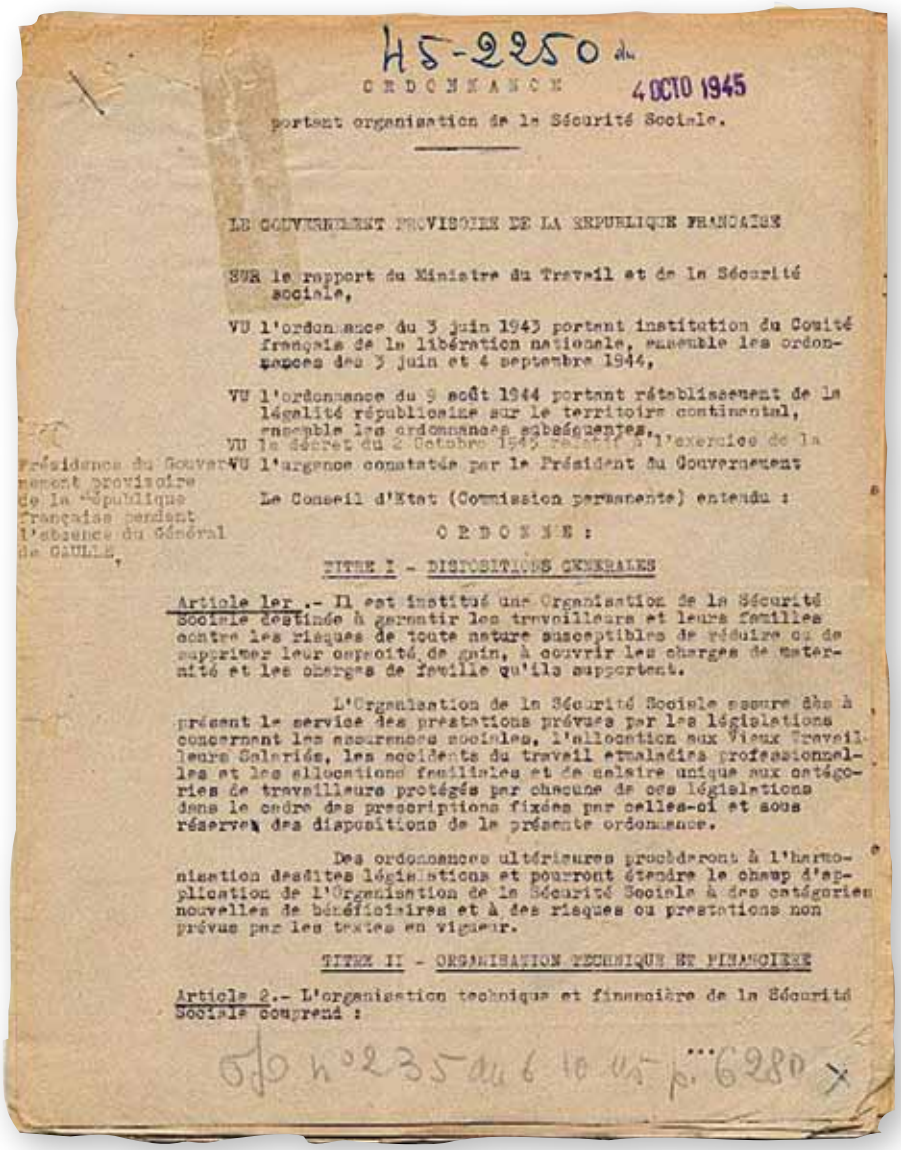
De plus, l'application de cette conception stabilise l'économie, réduit les secousses. Plus il y a de revenus qui échappent au marché plus on stabilise l'économie. C'est une garantie permanente de croissance. Et là, Pierre Laroque est bien un disciple de Bevin.

Contre la précarité

AEC : Selon vous, quels sont les atouts de la France face à la crise qui se prolonge ?

M.R : La France est culturellement différente des autres pays. Elle a

Original de l' Ordonnance du 4 octobre 1945 relative à l'organisation de la Sécurité sociale. Source : Archives Nationales



45-2250 du
ORDONNANCE 4 OCTO 1945
portant organisation de la Sécurité Sociale.

LE GOUVERNEMENT PROVISOIRE DE LA REPUBLIQUE FRANÇAISE

SUR le rapport du Ministre du Travail et de la Sécurité sociale,

VU l'ordonnance du 3 juin 1943 portant institution du Comité français de la libération nationale, ensemble les ordonnances des 3 juin et 4 septembre 1944,

VU l'ordonnance du 9 août 1944 portant rétablissement de la légalité républicaine sur le territoire continental, ensemble les ordonnances subséquentes,

VU le décret du 2 Octobre 1945 relatif à l'exercice de la Présidence du Gouvernement provisoire de la République française pendant l'absence du Général de GAULLE,

VU l'urgence constatée par le Président du Gouvernement

Le Conseil d'Etat (Commission permanente) entendu :

ORDONNE :

TITRE I - DISPOSITIONS GENERALES

Article 1er.- Il est institué une Organisation de la Sécurité Sociale destinée à garantir les travailleurs et leurs familles contre les risques de toute nature susceptibles de réduire ou de supprimer leur capacité de gain, à couvrir les charges de maternité et les charges de famille qu'ils supportent.

L'Organisation de la Sécurité Sociale assure dès à présent le service des prestations prévues par les législations concernant les assurances sociales, l'allocation aux Vieux Travailleurs Salariés, les accidents du travail et maladies professionnelles et les allocations familiales et de salaire unique aux catégories de travailleurs protégés par chacune de ces législations dans le cadre des prescriptions fixées par celles-ci et sous réserve des dispositions de la présente ordonnance.

Des ordonnances ultérieures procéderont à l'harmonisation desdites législations et pourront étendre le champ d'application de l'Organisation de la Sécurité Sociale à des catégories nouvelles de bénéficiaires et à des risques ou prestations non prévus par les textes en vigueur.

TITRE II - ORGANISATION TECHNIQUE ET FINANCIERE

Article 2.- L'organisation technique et financière de la Sécurité Sociale comprend :

J.O. n° 235 du 6 10 45 p. 6280

(Suite et fin page 12)

(Suite et fin de la page 11)

Les déficits ne sauraient être permanents

un souci d'universel. Je rappelle toujours que la Déclaration des droits de l'Homme s'adresse à tout le monde quand la Déclaration d'indépendance américaine ne s'adresse qu'aux Américains.

Dans les nouveaux droits de l'homme, il faudrait s'occuper du droit à un travail stable, garanti. Car maintenant, dans la totalité des pays développés (Etats-Unis, Canada, Australie…) nous avons désormais la précarité qui touche deux fois plus de gens que le chômage, ce qui nous met, chômage plus précarité à environ 30% de la population. Songez que 60% des nouveaux contrats de travail en 2011 sont des contrats à durée déterminée inférieurs à un mois.

Nous n'avons pas d'éléments de comparaison au niveau international. Il n'empêche. La précarité est la grande absente dont on ne se soucie guère alors que c'est elle qui crée le plus de malaises psychologiques ; c'est elle qui est cause de ce que ces personnes s'abstiennent aux élections et se gardent bien de voter socialiste, voire extrême gauche. La précarité est le problème numéro un.

C'est la raison pour laquelle, personnellement, j'introduirais la stabilité, la notion de temps, de durée dans les nouveaux droits de l'Homme.

AEC : Qu'avez-vous fait pour la reconnaissance de nouveaux droits de l'Homme ?

M.R : Je vais vous faire une confidence. En 1989, pour le bicentenaire de la Déclaration, j'ai parlé au Président de la République lors de nos réunions bihebdomadaires. Jacques Attali, son principal conseiller avait aussi parlé avec moi de nos projets, peu après ma nomination en 1988.

Je ne pense pas à Pierre Bercis mais, évidemment j'ai en tête nos précédentes rencontres et je me dis qu'il faut envisager quelque chose dans le genre des propositions de NDH. Deux idées me viennent alors : la reconnaissance du droit à un environnement salubre et inscrire la jurisprudence de Nuremberg sur l'imprescriptibilité des crimes contre l'humanité dans le droit écrit de tous les pays où elle ne figure pas.

François Mitterrand ayant un projet similaire à ma seconde idée il se l'ait réservée mais m'a donné son feu vert pour la première. « Débrouillez-vous » m'a-t-il dit.

J'ai alors appelé mon copain Felipe Gonzales, Premier ministre espagnol, le plus rocardien des rocardiens, qui m'a aussitôt apporté son soutien. Idem du côté du Chancelier allemand Helmut Kolh qui ajoute « On reconnaîtra bien la touche française là-dedans ». Et ainsi de suite… Au final, 24 pays ont signé ce qui deviendra « l'appel de La Haye », à l'origine du droit de l'Homme à un environnement salubre avec des normes contraignantes.

Les partis sont irremplaçables

AEC : Comment appréciez-vous le résultat de la gauche aux élections européennes ?

M.R : Effroyable ! Le pire depuis 120 ans. Même en 1993 la catastrophe fut moindre. Un drame franco-français, certes. Mais le problème, c'est que l'Europe a été impliquée dans cette affaire alors qu'elle n'était qu'un sujet parmi d'autres.

Pour moi, il est évident qu'en France, il s'agit d'une sanction, de l'incompréhension du pouvoir actuel qui est de gauche. L'Europe en est victime alors que la crise que nous traversons est mondiale. Donc l'Europe a servi d'alibi…

La crise des partis en Europe © Robert Churchill

AEC : Les partis de gouvernement sont-ils fautifs et, si «oui», par quoi les remplacer ?

M.R : Sans doute mais ils sont un mal nécessaire. Et j'avoue ne pas connaître de produit de remplacement.

C'est d'ailleurs ainsi dans le monde entier. Les partis sont un rassemblement indispensable au suffrage universel, un outil d'ordre institutionnel auquel on n'échappe pas quelle que soit la médiocrité, les dérives. ■

seine-saint-denis
LE DÉPARTEMENT

SUIVEZ-NOUS POUR ÊTRE INFORMÉ

Twitter
@cg93fr
#SSD93

Instagram
seine_saint_denis

Facebook
SeineSaintDenis
leDepartement

Newsletters
thématiques

- parcs & loisirs
- collège
- petite-enfance
- culture
- économie

E-mag
avec toute l'actualité
du Département

www.seine-saint-denis.fr/suivez-nous

Iran, Irak, Syrie…
La guerre de trop aura bien lieu

Faut-il dire encore merci à George W. Bush pour avoir envahi l'Irak sur la foi de grossiers mensonges en 2003, permettant alors à l'Iran des barbus de s'ingérer dans le pays voisin, l'Irak, avec la complicité du Premier ministre Al Maliki qui dicte sa loi à la minorité sunnite.

Comme si le « guêpier » n'était pas suffisamment important pour la clique au pouvoir à Téhéran depuis 1979, elle s'est ensuite impliquée dans la Syrie en lutte pour la démocratie, soutenant Bachar El Assad dans une répression aveugle, en alliance avec le Hezbollah libanais toujours prompt à déstabiliser les États qui refusent la charia.
Le résultat, on le connaît aujourd'hui et la chaos ne fait que commencer… Comme le disait jadis Geneviève Tabouis, célèbre chroniqueuse de Radio Luxembourg (futur RTL.) « attendez-vous à savoir »…
Déjà plus de 150.000 morts en Syrie. Combien dans quelques années ?
Le paradoxe, c'est que l'Iran, qui prépare un armement nucléaire secrètement, est objectivement l'allié des Américains, leur meilleur ennemi, pour voler au secours d'Al Maliki (lequel réprime durement les réfugiés iraniens en Irak, dans les camps d'Achraf et de Liberty, pourtant sous la protection officielle de l'ONU et des États Unis…) Cherchez l'erreur !

Que vont devenir ces résistants iraniens de la première heure (l'OMPI dont la responsable Maryam Radjavi est en France) pris en tenaille entre deux ennemis jurés ; que vont devenir les minorités chrétiennes de ces pays qui ont elles-mêmes résisté durant des siècles ? On peut craindre le pire, l'œil rivé sur des journaux mal informés parce qu'être journaliste dans ces pays où deux islamismes rivaux, le chiite et le sunnite ne rêvent que d'en découdre. On en serait presque à rêver au retour de Saddam Hussein et au maintien de Bachar El Assad…

Michel Aflak, le fondateur du Baas, qui s'est imposé en Syrie et en Irak dans les années 60 et 70 comme idéologie dominante, prônait la laïcité et non sans succès à l'époque. Les Modjahidines du peuple d'Iran, actuellement, font de même.

Peut-être, si la révoltee grondait à nouveau, comme en 2009 dans leur pays, serait-ce la solution inespérée au problème régional du Proche-Orient. Car c'est en Iran, ne nous le cachons pas, qu'est la tête de la pieuvre qui diffuse son venin noir dans les pays limitrophes. Sunnites ou chiites, qu'importe aux populations qui fuient les massacres et les tortures pour se réfugier dans des camps au Liban ou en Jordanie. Ce qu'elles veulent c'est la paix qui est, hélas, un droit de l'Homme jamais reconnu. ■

Nigéria : 300 jeunes filles enlevées
Le cancer islamiste s'étend

On connaissait le mal - que dire le fléau - qui ravage d'immenses territoires : l'Arabie saoudite où l'on coupe encore les mains, la Syrie où les djihadistes imposent leur loi au dictateur, l'Irak où se succèdent les attentats quotidiens, l'Afghanistan où les talibans attendent leur heure, le Pakistan où l'on tente de tuer les filles à l'école etc., toujours au nom de la même doctrine, plus ou moins appliquée à la lettre. Les attentats à Paris, Londres, Madrid, Boston ? Les crimes les plus odieux en France comme l'affaire Merah, les jeunes gens de familles musulmanes modérées ? Cherchez le fil conducteur… Aujourd'hui le mal s'étend… même à l'ouest de la Chine où de paisibles voyageurs sont égorgés dans la gare où ils attendent le train. Comme trop n'est jamais trop, après le Mali, la Centrafrique, c'est le Nigéria qui est à l'ordre du jour. L'ultime avatar de la gangrène s'est enkysté dans le nord du pays où ces brillants civilisateurs, tuent, brûlent les écoles, les églises, les villages en toute impunité en criant *« Allah Akbar »*. Jusqu'à présent la communauté internationale était discrète, tout en envoyant grâce à la France des troupes au Mali et en Centrafrique pour protéger les populations non musulmanes. Mais désormais, ce ne sont plus les gouvernements qui réagissent. C'est l'opinion publique elle-même qui se mobilise après l'odieux enlèvement de 300 lycéennes, en majorité chrétiennes pour être vendues, mariées de force après avoir été « converties », il va sans dire. Les bornes sont-elles passées cette fois ? Le sinistre mouvement Boko Haram va-t-il payer ses crimes et ses chefs, dont l'ignoble Abubakar Shekau, être capturés pour être traduits devant la Justice pénale internationale ? François Hollande a pris l'initiative de réunir ses homologues des pays voisins, du Nigéria lui-même ainsi que des représentants des États-Unis et de la Grande Bretagne. Puisse-t-il réussir car un coup fatal doit être porté à ce mal qui pollue l'existence de millions de femmes et d'hommes de par le monde. Certes, les autres pays européens traînent les pieds, n'envoyant que de maigres troupes au secours des peuples africains en danger mortel. Mais ce n'est pas une raison suffisante pour renoncer. La France connaît ce mal à l'extérieur et sur son propre territoire. C'est donc à la fois son honneur et son devoir. En tout cas, ce n'est pas la frilosité humanitaire de l'Europe qui redorera son blason aux yeux… des Français. ■

Mobilisation contre les violences faites aux femmes dans les conflits lors d'un sommet à Londres

« Ras le bol » dirait-on vulgairement des violences sexuelles infligées aux femmes durant des guerres internationales ou internes. C'est une fois de plus le cri d'espoir et de désespoir que lance la journaliste Annick Cojean dans un article du journal Le Monde daté du 15-16 juin 2014, mais dont les autres médias se sont gardé de rendre compte lors du sommet mondial réuni à Londres et qui a réuni 80 ministres, 900 experts, des ONG, des juristes, des religieux… Un sujet tabou ? On le croirait malgré le coup de projecteur sur l'action du docteur Denis Mukwege qui en République du Congo secourt ces victimes au prix de sa vie et n'a même pas eu le Prix Nobel de la Paix. Plus de 150 millions de petites filles victimes dans le monde chaque année y compris des bébés de moins de deux ans ; entre 250.000 et 500.000 femmes martyrs au Rwanda durant le génocide… Ne parlons même pas des centres de tortures d'Assad en Syrie… et de ceux des islamistes qui lui font face.

Il s'agit bien d'un fléau mondial que l'on doit éradiquer au plus tôt grâce à une justice internationale sans faille, même s'il est toujours aussi difficile de retrouver les auteurs ou d'arrêter les instigateurs. On doit conduire le problème au sommet du débat diplomatique et médiatique mondial, en priorité. Rappelons-nous qu'il s'agit d'un combat. Un combat qu'avait mené seule Gisèle Halimi en France quand, dans les année 60, le viol, inscrit comme crime dans le Code Napoléon, avait été par les magistrats « correctionnalisé » et que l'avocate avait par sa pugnacité, remis à sa vraie place : un crime. John Kerry a eu cette phrase : « Il faut forcer le monde à ne plus détourner le regard ». Pour notre part, nous ne l'avons jamais fait. On doit crier contre les violeurs ici et partout. ■

Le pays du

par Jérôme Allain

Si une appellation concernant un pays mérite son nom, c'est bien celle qui habituellement qualifie la Thaïlande et l'étranger qui se rend dans ce pays du sud-est asiatique pour la première fois ne peut qu'être charmé par le sourire du peuple thaïlandais. Pourtant, malgré des qualités qui font à juste titre de l'ancien royaume du Siam une destination touristique privilégiée, celui qui traverse le miroir et demeure suffisamment longtemps au contact des thaïs ne tarde pas à mesurer à quel point ce sourire masque une réalité autrement plus dure que la politesse et la tolérance boudhiste ne le laissent croire de prime abord.

La paix sociale à tout prix…

Je laisserai ici de côté les soubresauts qui à l'heure actuelle agitent la vie politique thaïlandaise : la mort du roi, effective ou prochaine, annonçait clairement une guerre civile entre partisans de l'ancien premier ministre en exil Thaksin Sinawatra et tenants de la famille royale (en gros, entre les classes populaires, ou « chemises rouges » favorables à Taksin et les classes aisées ou « chemises jaunes », le jaune étant la couleur associée au roi). L'impopularité de l'héritier légitime du trône auprès d'une grande partie de la population avait laissé penser à tort à Mr Taksin, en exil et sous le coup d'un mandat d'arrêt thaïlandais, qu'il pourrait revenir et s'emparer du pouvoir en semant le trouble grâce au crédit dont il jouit auprès des plus démunis. Pays le plus riche d'Asie du sud-est, la Thaïlande excite les appétits. L'armée contrôlant une bonne partie de la vie économique du pays au travers de quelques généraux, une guerre civile eût été du plus mauvais effet, néfaste pour le tourisme et les affaires donc au final préjudiciable aux haut gradés. Il fallait que l'armée intervienne et rétablisse le calme sous peine de voir les revenus des galonnés chuter drastiquement, et ça, c'était insupportable.
La démocratie parlementaire est un bel objet décoratif que l'on exhibe fièrement face aux autres nations, mais lorsqu'on parle business entre adultes, il est temps que les enfants rangent leur jouets et laissent les grands parler entre eux. Ainsi va la vie politique Thaïlandaise…

Amoureux de ce pays depuis plusieurs années, pendant lesquelles des séjours assez prolongés m'ont permis de me familiariser avec les valeurs, la culture et le mode de pensée thaïlandais, j'avoue avoir été choqué plus d'une fois par ce que j'ai pu y voir, y comprendre et y entendre.
L'extrême politesse, le respect et la tolérance dont font preuve les thaïs envers les étrangers gomme de prime abord les aspérités qui nous font parfois sentir l'altérité. Seule une proximité quotidienne avec eux permet d'établir un constat qui, au départ, m'a laissé stupéfait : il est encore préférable, dans ce pays, de naître en tant qu'animal de compagnie que d'être grande sœur dans une famille nombreuse.

Droits de l'homme mais devoirs de la femme

Je sais ce que cette affirmation peut avoir d'inouï et pourtant… La vie de la fille aînée d'une famille moyenne thaïlandaise n'est qu'un long calvaire de sa naissance à sa mort, qu'elle souhaite souvent prématurée afin d'échapper à son destin. En effet, quoi qu'elle fasse, la fille aînée devra sa vie durant veiller au bien-être de sa famille de sang : ses parents, puis son ou ses enfants, puis ses sœurs et frères, puis sa famille étendue, puis sa parentèle éloignée, puis boudha, puis son pays et son roi, puis les autres thaïs, puis les animaux de la famille… Et alors, seulement alors, elle commencera à avoir le droit de penser à elle-même (notons au passage que la «famille de sang» n'inclut pas le conjoint, surtout s'il n'est pas thaïlandais).

L'histoire nous a souvent montré que lorsque deux civilisations se rencontrent pour la première fois, elles commencent généralement par échanger ce qu'elles ont de pire. La thaïlande ne fait pas exception, et sa rencontre avec la civilisation occidentale a réussi à allier le culte effréné de la consommation et l'avidité qui l'accompagne avec la négation totale des droits les plus élémentaires de l'individu, mais en gardant toutefois les obligations religieuses et sociales de la société traditionnelle. C'est une des raisons qui fait aujourd'hui de la thaïlande une destination privilégiée du tourisme sexuel : restée majoritairement paysanne et agricole, la campagne fournit le gros du contingent des prostituées travaillant à Bangkok ou Pattaya.

Ces filles sont bien souvent les filles aînées de familles originaires de l'Issan (région sous-développée du Nord-Es), soumises à la pression constante de leurs parents pour ramener de l'argent à la maison le plus vite possible, la charge de leur vieux parents leur revenant obligatoirement. L'absence de système de retraite explique en partie la popularité de l'ancien premier ministre Taksin auprès des populations les plus défavorisées : c'est lui qui a mis en place une sorte de « minimum vieillesse » au plan national. Mais bien que cette aumône soulage aujourd'hui de nombreux vieillards, il va de soi que ce minimum vital ne suffit pas pour vivre dignement. Tout

sourire forcé…

Un merveilleux sourire qui gomme une réalité souvent très dure.

juste a-t-on de quoi survivre péniblement, si l'on ne fait pas d'enfants.
Aussi ces jeunes femmes sont elles assez rapidement prêtes à faire tout et n'importe quoi pour échapper au destin qui leur est promis, la plupart d'entre elles ne rêvant que d'une chose : épouser un « farang », un étranger, qui outre le fait qu'il sera dans la plupart des cas beaucoup, beaucoup plus riche que ne le sont la moyenne des thaïlandais, présentera l'avantage de les traiter correctement ou à tout le moins humainement, ce qui ne serait nullement garanti avec un époux thaïlandais.

En effet, si la tradition thaïlandaise veut que la femme soit une épouse modèle et responsable, il en va tout autrement pour l'homme thaïlandais, qui jouit d'une liberté à faire rêver les machistes les plus endurcis, voire les barbus intégristes les plus frénétiques. Qu'on en juge : un homme peut avoir autant d'épouses qu'il le veut (même si légalement la monogamie est de rigueur) du moment qu'il a les moyens de les entretenir toutes, être violent, joueur, alcoolique, drogué (l'alcool de riz frelaté nommé «whiskey» par les thaïs n'a qu'un très lointain rapport avec un Johnny Walker et la métamphétamine, ou Yabaa fait des ravages sur une population jeune et avide de fête), malhonnête, infidèle… on ne lui reprochera rien, car l'homme est notoirement faible face aux femmes et comme dans beaucoup de pays en voie de développement, le garçon sera toujours préféré à la fille. De plus, la femme est à proprement parler plus considérée comme un objet que comme un individu à part entière, et l'ère du tout-jetable est bien présente dans les rapports homme/femme. Ainsi, un homme essaiera rarement de comprendre, accepter et faire les compromis nécessaires pour bâtir une relation durable avec une femme car il sait par avance qu'il pourra toujours en trouver une autre, plus belle et plus jeune, grâce à une belle voiture et un téléphone portable dernier cri.

Tout ceci fait qu'il n'est pas rare de voir de jeunes thaïlandaises de 25 ans et moins en couple avec des étrangers retraités ou non, mais généralement beaucoup plus âgés qu'elles : se trouver un « bon farang », c'est se trouver à la fois un distributeur automatique de billets, un plan épargne-retraite pour soi et ses parents, souvent un plan épargne-logement en même temps qu'un individu qui aura bien souvent pour sa moitié un respect et des attentions qu'un homme thaïlandais n'imaginerait même pas. Certes, cela tient du marché de dupes et l'occidental qui croit à son histoire d'amour se retrouve dans 50% des cas proprement vidé et plumé comme un poulet avant de voir sa tendre moitié prendre son envol pour aller roucouler auprès d'un autre pigeon. Mais, souvent aussi, il arrive que comme partout ailleurs l'alchimie fonctionne entre deux êtres et que naisse une véritable affection au sein du couple.

Le droit à une vie meilleure dans la dignité, après tout, n'est-ce pas un droit de l'homme et le plus bel avenir qu'on puisse souhaiter à toutes les femmes, en Thaïlande comme ailleurs ? ■

Barbarie : même les durs ne sont pas épargnés

On a coutume d'entendre que les terroristes islamistes ne s'en prennent qu'aux démocraties parce que leur libéralisme en fait des cibles faciles à atteindre. Et c'est vrai qu'elles ont été les premières visées voici quelques décennies. Mais aujourd'hui ceci ne vaut plus, d'autant que les pays libres ont considérablement renforcé leur sécurité, au détriment de la qualité de la vie : contrôles drastiques voire humiliants dans les aéroports, délivrance de visas avec parcimonie, écoutes téléphoniques etc. Merci aux barbares islamistes. Ils ont réussi à attenter à nos libertés conquises de haute lutte depuis quelques siècles.

© Fergregory

Le terrorisme islamiste ne connaît ni frontières ni limites.

Le résultat est là toutefois. Ils ne peuvent plus agir aussi librement qu'auparavant. Dès lors ils s'attaquent aux pays qui se croyaient à l'abri de leurs actes lâches et aveugles.

Ainsi, la Russie a été attaquée à son tour : guerre de Tchétchénie durement réprimée, attentats à Moscou et dans quelques villes de province. Aujourd'hui, c'est la Chine qui est visée pour faire bonne mesure, notamment dans l'ouest du pays où l'islam est implanté depuis des siècles. Même philosophie, mêmes méthodes. En mars 2014, se sont 29 pacifiques voyageurs qui ont été tués au couteau dans une gare ferroviaire après d'autres attaques moins meurtrières. Certains diront que ce sont les Ouïgours parce qu'ils revendiquent leur autonomie si ce n'est leur indépendance.

Pourquoi pas ? C'est bien leur droit. Mais c'est la méthode, le *modus operandi* qui est en cause. Les Tibétains eux-mêmes revendiquent leur indépendance, le respect de leur identité culturelle. Ce n'est pas pour autant qu'ils usent d'une violence aveugle. Le Dalaï Lama, leur chef spirituel est philosophiquement non violent, comme l'était Gandhi lorsqu'il revendiquait l'indépendance de l'Inde, comme le fut très vite Nelson Mandela contre l'apartheid, comme le fut aussi Martin Luther King pour l'abolition des lois raciales aux Etats-Unis.

Il s'agit donc d'une question de culture. Il n'est que de voir ce qui se passe dans nos banlieues françaises pour l'heure et sans doute pour le futur.

En s'attaquant désormais aux régimes musclés, peut-être ces barbares, qui veulent imposer la charia, maintenir la femme sous la domination masculine etc. rendent-ils service au final aux démocraties en unifiant le monde civilisé contre eux face à un ennemi commun, comme on l'a vu lors de la dernière guerre mondiale quand Roosevelt et Staline se sont entendus pour abattre l'hydre fasciste qui menaçait aussi la planète, de l'Asie à l'Europe. Mais pour cela il faut laisser du temps au temps. ■

Pour la création d'une chaîne TV «Spécial Emploi»

Nouveaux Droits de l'Homme

A l'origine, la télévision a été un instrument technique qui pouvait porter l'information, comme d'autres services publics : la Poste, le téléphone, le train…

Puis, celle-ci, s'est démultipliée grâce aux nouvelles technologies, au point que le service public initial s'est dilué et apparait comme une île dans l'océan médiatique. Nous sommes entourés de chaînes consacrées aux jeux, au sport, aux loisirs, à la culture etc.

Cependant, le service public conserve plus que jamais sa raison d'être. Or, dans le créneau fondamental qui est le souci principal des Français : l'emploi, la télévision n'a jamais été présente en tant que telle.

Il est donc urgent, en ces temps de crise économique majeure, de souligner cette absence et de faire des propositions précises afin de mettre en vis-à-vis, concrètement, les offres et les demandes, département par département, 24 heures sur 24, 7 jours sur 7, comme sur un marché. Une bourse afin d'optimiser un ajustement de l'un à l'autre.

Naturellement, il faut avoir une vision plus large du problème : que soient abordées les questions économiques et sociales à travers

(Suite page 20)

des reportages, des débats avec les partenaires sur ces questions ; des informations sur les nouvelles technologies et les métiers d'artisanat traditionnel ; la création d'entreprises ; les emplois dans le tourisme, permanents ou saisonniers ; les entreprises exportatrices, etc.
Ceci étant, en tout état de cause, cette chaîne nouvelle devra impérativement ne pas être ennuyeuse mais au contraire susciter l'envie, l'optimisme, être attractive.

Le financement

On ne saurait reculer devant cette grande cause nationale pour une question budgétaire quand on sait trouver les moyens pour le sport, les animaux, les loisirs etc.

Chaîne de service public, l'Etat, les régions et les départements doivent être les premiers contributeurs de ce qui devrait être une société d'économie mixte.
Côté privé, les grandes entreprises françaises en quête de main d'œuvre ne sauraient se dérober.

Enfin, et surtout, les deux entités sur lesquelles ce canal spécialisé a vocation à s'appuyer, doivent contribuer dans la mesure où «La Chaîne Emploi» sera un instrument d'action, à leur disposition, qu'elles n'ont pas jusqu'à présent.

Mais surtout, surtout n'oublions pas aussi qu'il existe dans le P.A.F une chaîne publique parfaitement inutile : France 4, déjà en place, qui ne diffuse que des programmes insignifiants et, qu'en accord avec le C.S.A, on pourrait reconvertir en «chaîne spécial emploi» à bon compte.

Le positionnement

En effet, les deux assemblées parlementaires disposent actuellement de leur canal télévisuel, ce qui est un luxe car une seule chaîne suffirait.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ
CONSEIL ÉCONOMIQUE
SOCIAL ET ENVIRONNEMENTAL

Le CESE

En revanche, le Conseil Economique, Social et Environnemental, lui (qui a un coût énorme pour la collectivité nationale et sur l'utilité duquel le public s'interroge) n'a pas de chaîne de télévision à son service alors que cela valoriserait son rôle.

Le CESE a vocation, en outre, pour traiter des questions économiques et sociales. Il serait donc parfaitement logique que cet organe constitutionnel, spécialisé dans les questions d'emploi, soit l'institution à laquelle serait adossé cet instrument moderne destiné à concrétiser le «droit à l'emploi» qui cause tant de soucis à nos compatriotes en temps de crise.

Mais, situer la chaîne emploi (LCE) en marge du CESE, si cela est politiquement justifié, ne suffit pas. Les symboles ne créent pas d'emplois. Il faut donc qu'en aval, un organisme spécialisé et expérimenté mette en œuvre le «plus» que serait cette chaîne à vocation utilitaire.

Or, inutile de créer un tel organisme puisqu'il existe déjà. C'est Pôle Emploi auquel un tel outil fait défaut pour combattre le chômage avec un peu plus d'efficacité qu'actuellement. Ainsi, LCE serait un lien entre le CESE et Pôle Emploi qui pourraient alors travailler en synergie pour le bien de la collectivité nationale.

Conseil d'administration

La gouvernance de cette chaîne devrait regrouper les représentants des syndicats patronaux et salariés, unis dans un même effort national au service de cette grande cause.

Des personnalités qualifiées, des économistes, des fonctionnaires nommés par le ministère des finances et par le ministère des Affaires sociales, des représentants des chômeurs y trouveraient leur place ainsi que des représentants des régions puisque celles-ci, comme les départements, doivent impérativement être associées à cette entreprise innovante.

Contenu

Le premier but de LCE est la diffusion systématique en boucle, de toutes les offres d'emploi, département par département, car une des questions jusqu'à présent est celle de l'ajustement de l'offre et de la demande. On sait qu'actuellement, des dizaines de milliers d'emploi ne trouvent pas preneur, notamment faute d'informations suffisantes.

Si les jeunes, surtout diplômés, cherchent un travail par internet, il n'en va pas de même pour les emplois manuels. Les chômeurs salariés de base cherchent un poste par Pôle Emploi dans son mode de fonctionnement classique, par les agences d'intérim ou par par les annonces dans la presse quotidienne (ce qui représente un coût qu'ils ne peuvent longtemps assumer). D'où l'idée, pour tous, d'ajouter LCE aux instruments traditionnels d'offres d'emploi car la télévision

(Suite et fin page 22)

est populaire, généralisée et à la disposition de tous les Français.

LCE, sans être la panacée, parce que l'audiovisuel est rentré dans la pratique quotidienne de nos concitoyens, serait attractive pour les chômeurs. Et comme Pôle Emploi, présent dans toute la France, aurait pour mission de concrétiser au quotidien la rencontre entre employeurs et demandeurs d'emploi. Cette «bourse du travail» ne serait pas que théorique mais bien réelle. LCE serait utile pour Pôle Emploi et pour les chômeurs, donc pour l'économie nationale. Bien sûr, il ne faut pas ignorer les coutumes des Français qui, à la différence des Américains

répugnent à migrer pour un travail. Ce serait alors aux collectivités de prévoir, en sus, un dispositif facilitant la mobilité des travailleurs. Notamment au plan financier. Car il est vrai qu'un chômeur qui a acheté sa maison hésite à déménager loin de chez lui pour occuper un travail. Tous les autres obstacles à la mobilité pourraient, évidemment, être traités pour être levés dans la mesure du possible.

Sur le fond, au-delà de la diffusion de toutes les offres d'emploi à pourvoir, LCE devrait organiser des débats pour évoquer les cas les plus divers qui provoquent des blocages ; consacrer une partie de son temps d'antenne à la formation professionnelle ; programmer des reportages sur les métiers traditionnels ou sur les métiers d'avenir, donner les voies et moyens pour y parvenir.

Cette chaîne devrait, bien sûr, aborder sous forme de publi-reportages les atouts de chaque région, chaque département sous tous les angles (desserte en transports, coût du logement, proximité avec les lieux stratégiques-universités, loisirs, hôpitaux etc.).

Les agences d'intérim, les commerçants, les artisans ainsi que les chefs d'entreprises demandeurs de main d'œuvre, qualifiée ou non, auraient voix au chapitre pour éclairer le public sur ce qui peut être leur apport en termes d'emploi. Rien ne doit être négligé.

Ajoutons, même si ce n'est pas pleinement la question, que le problème des déserts médicaux pourrait aussi être abordé, indiquant à cette occasion ce qu'offrent les collectivités locales aux médecins qui accepteraient de changer de lieu d'implantation.

On peut détailler à l'infini les avantages de la création d'une telle chaîne de télévision dans le PAF. On peut ajouter d'autres éléments à son cahier des charges. Le scandale, pour l'heure, est qu'elle n'existe pas quand, tant d'autres chaînes, dont l'utilité n'est pas avérée sont à la disposition du public (comme France 4).

Il importe donc de lancer ce programme après concertation du gouvernement avec le CESE et Pôle Emploi, ainsi qu'avec les partenaires sociaux. Tous : chômeurs, employeurs, élus nationaux et régionaux y ont intérêt. Nul ne peut dire que ce ne serait pas «d'utilité publique» et qu'elle ne lui apporterait pas, quelle que soit son rôle dans la société, un supplément de possibilités d'action, d'efficacité.

LCE créerait ce que l'on qualifie de «lien social». La loi du marché demeurerait, car elle est un baromètre de la santé économique. Mais on y ajouterait une innovation démocratique pour mettre en œuvre le droit au travail. Rien de moins. ■

Japon : leurre des vacances

par Hiroko Bessho, citoyenne japonaise, membre de NDH

Il n'y a pas de vacances au Japon. Les Japonais savent très bien que les vacances existent dans ce monde, mais ailleurs qu'au Japon. Le mot « vacances » est intégré tel quel (en français) dans le vocabulaire japonais, car il est difficile à traduire comme il n'y a pas de notion équivalente dans les habitudes des Japonais. Bien sûr, ils prennent un moment de repos pendant l'été, que l'on appelle « NATSU (été) – YASUMI (repos) », mais ce Natsu - Yasumi est loin d'être comme des vacances. Selon une enquête qui a été réalisée par une société d'assurance-vie japonaise en 2010, 44.7% des Japonais âgés de 20 à 59 ans prennent des « Natsu - Yasumi » allant de 4 à 7 jours d'affilé, y compris le samedi et le dimanche (avec cette méthode de calcul, en prenant congé le vendredi et le lundi qui suit, cela fait déjà quatre jours d'affilés). L'étude montre ensuite que 17.3% des Nippons prennent de 1 à 3 jours, et 15.2% de 8 à 10 jours d'affilé. Seulement 8.8% prennent plus de 20 jours (cela veut dire plus de deux semaines et demi y compris deux week-ends). Mais il y a pire : 11.6% ne prennent aucun jour de congé. D'ailleurs les Japonais par rapport aux Européens ne prennent pas beaucoup de repos pendant l'été. Une étude du taux d'utilisation des droits aux congés payés, qui a été faite en 2013 par l'agence de voyages Expedia Japan, montre que les Japonais ont le plus mauvais taux des 24 pays étudiés pour la sixième année consécutive. Le taux d'utilisation des jours de congés payés est seulement de 39% au Japon contrairement aux deux champions, la France et le Brésil, qui atteignent un taux de 100%.

Une enquête du ministère de la Santé et du Travail, en 2009, a révélé que deux-tiers de mes concitoyens ressentent une sorte d'hésitation pour prendre leurs congés payés. Pourquoi cette hésitation ? La première raison est que « c'est gênant pour les autres ». Ensuite viennent des motifs tels que « il est difficile de rattraper le travail en retard au retour des congés», « l'ambiance du bureau n'est pas très favorable à l'utilisation des congés » , « mon supérieur hiérarchique ne souhaite pas que je les prenne», « cela aura un effet négatif sur mon évaluation et ma promotion », etc.

Il apparaît ainsi que pour les Japonais, il est plus important d'être bien vu par les autres membres de la société que de prendre du repos.

Le ministère de la Santé et du Travail craint que ce taux très bas d'utilisation de jours de congés payés soit un des principaux facteurs de « KAROUSHI » (la mort due à une surcharge de travail) , de dépression, et de suicide. Quand un salarié français craque à cause d'une surcharge de travail, il fera peut-être un « Burn-out » et partira alors probablement en arrêt de maladie.

Par contre, un salarié chez nous va endurer la surcharge de travail jusqu'à ce que mort s'en suive... Le Ministère de la Santé et du Travail a fixé comme objectif un taux d'utilisation des congés payés supérieur à 70% avant 2020.

Quand mes compatriotes intègrent une entreprise, ils ont tendance à faire passer les intérêts de l'entreprise avant leur propre vie privée. On appelle cette attitude « MESSI – HOUKOU ». Et ce MESSI – HOUKOU est plus ou moins imposé et apprécié par la société.

Le confucianisme

Les Français trouvent qu'il est tout à fait normal de jouir du droit à prendre leurs semaines de vacances, mais les Japonais quant à eux, considèrent majoritairement que les Européens bénéficient de droits aux vacances excessifs. Les Français considèrent que les vacances sont un élément nécessaire à un bon équilibre de vie, alors que les Japonais culpabilisent de prendre du repos.

Dans la marine militaire du Japon impérial (de 1869 à 1947), on disait que la semaine était constituée de « lundi, lundi, mardi, mercredi, jeudi, vendredi, vendredi » et les marins étaient fiers de travailler même le week-end. Cette valorisation excessive du travail reste, encore aujourd'hui, fortement ancrée dans les esprits du pays du soleil levant.

L'idée qu'il est « préférable de travailler quand les autres se reposent » prend ses racines dans le confucianisme qui est à la base de la philosophie vertueuse des Japonais et de leur sens de l'honneur.En plus de cela, l'attitude MESSI – HOUKOU qui demeure très valorisée par nous, a pour conséquence de faire apparaitre la notion de repos comme un comportement honteux ou égoïste. Les Japonais ont tendance à se sentir rassurés lorsqu'ils sont entièrement intégrés à un groupe, en

(Suite et fin page 24)

étant alors pratiquement en tous points identiques aux autres membres du groupe. A mes yeux, beaucoup d'entre nous se sentiront plus à l'aise en travaillant comme les autres au bureau plutôt que de prendre de longues vacances et d'être mal vu.

Quand on est en dehors de ce contexte il est très difficile d'imaginer comment les Japonais peuvent préférer ne pas avoir de vacances, et il est peut-être même arrogant de les considérer comme « des pauvres Japonais sans vacances »...

Aujourd'hui le niveau de vie au Japon, est un des plus haut dans le monde, et le Japon ne manque de rien matériellement. Toutefois, en donnant toujours la priorité à la rentabilité et la convenance, j'ai le sentiment que ce peuple a délaissé quelque chose d'important.

Etant une Japonaise qui a découvert les vacances à l'européenne depuis plus de 20 ans, j'aimerais recommander à mes concitoyens japonais d'apprendre la valeur des vacances auprès des européens. Certes c'est une période totalement improductive matériellement et économiquement mais très riche en qualité de vie. ■

© Photodisc

Les vacances : une période improductive et pourtant riche

L'invention des maladies à but lucratif

par Rosangela Barcaro*

Rosangela Barcaro

Depuis quelques années, même parmi les experts en bioéthique, on discute d'un phénomène que l'on pourrait appeler, de manière un peu provocatrice, « invention de maladies à but lucratif ». Au centre de cette discussion, il y a la tendance, toujours plus diffuse de la part des laboratoires pharmaceutiques, à médicaliser la société et la vie des personnes. Les laboratoires pharmaceutiques – dit-on – s'éloignent progressivement de leur engagement à poursuivre les objectifs de la santé et du bien-être des personnes pour se concentrer sur la réalisation de profits croissants obtenus en arrivant à convaincre des personnes saines qu'elles sont en fait malades. Des malaises passagers, de normaux processus vitaux ou changements physiologiques du corps, sont montrés comme de sérieuses dysfonctions, contre lesquelles il est indispensable de recourir à des médicaments appropriés. Un exemple probant est donné par le vieillissement naturel accompagné de phénomènes tels que la chute de cheveux, l'apparition de rides, la diminution de prestations physiques. Il existe toute une gamme de produits «indispensables» pour le traitement contre la calvitie, la perte de poids et pour garder un aspect juvénile ou réacquérir de bonnes prestations dans les rapports intimes. Ces produits, qui ne guérissent pas les pathologies (bien que des personnes soient amenées à le croire à cause du battage publicitaire, la calvitie ou les rides ne sont pas des pathologies!), sont vendus – chèrement – avec ou sans ordonnance et sont présentés comme le fruit d'années de recherches scientifiques des plus grands laboratoires.

Que ces traitements soient efficaces ou pas, n'est pas le point sur lequel nous voulons ici concentrer notre attention. Le noyau de la réflexion est ailleurs: pourquoi croyons-nous qu'il est indispensable de faire recours à des produits pharmaceutiques si nous ne sommes affectés d'aucune pathologie? On pourrait répondre de manière cynique que si l'on est disposé à payer de notre propre poche pour des remèdes qui aident à nous

> ***Tout être bien portant est un malade qui s'ignore...***
> ***Knock - Jules Romain***

mieux nous sentir avec nous-mêmes et avec les autres mais non pas à guérir, il n'y a pas à discuter. Ceux qui sont convaincus de ressentir dans leur propre organisme les signes des «effets bénéfiques» des produits qu'on leur administre ne sont certainement pas disposés à y renoncer. Ceux qui sont prêts à croire la publicité et à acheter ces produits ne font aucun mal, même s'ils ne sont pas toujours très conscients de succomber à des stratégies commerciales agressives programmées par les laboratoires pharmaceutiques qui ne se limitent plus à produire des médicaments ou des vaccins. Le problème réside dans le fait que bien souvent nous n'arrivons pas à comprendre quand nous sommes vraiment malades, anxieux sur notre état de santé et confus entre les craintes et les conditionnements extérieurs que nous recevons: en effet, pour mieux nous habituer à entrer dans la logique des traitements médicaux, on nous bombarde de nombreuses séries télévisées, provenant du monde entier, se déroulant dans des hôpitaux ou cliniques où des professionnels de la santé, pourvus d'instruments hyper-technologiques, travaillent afin de sauver des vies humaines. Et on montre à leurs côtés, les médicaments en première ligne...

Les stratégies de marché des multinationales

C'est précisément à ce niveau-là qu'entrent en fonction les stratégies de marché adoptées par les multinationales pharmaceutiques: elles exploitent, à travers des agences publicitaires spécialisées, l'anxiété de la population concernant la santé et le bien-être. L'action de «persuasion» des industries ne s'arrête même pas lorsque les personnes s'adressent à leur médecin traitant (appelé généraliste ou médecin de confiance, qui représente, en Italie, la «première ligne» de l'assistance médicale), pour évaluer d'éventuels symptômes qui pourraient exiger des traitements spécifiques. Les industries en effet forment et informent les médecins de base à travers la collaboration de visiteurs médicaux qui leur illustrent les dernières nouveautés pharmacologiques, leur en vantent l'efficacité, la spécificité et les différences par rapport à d'autres produits «plus vieux». Ils utilisent des données obtenues par des études financées par les multinationales, réélaborées par des agences qui s'occupent de relations publiques et diffusées grâce à des articles d'experts médicaux bien rétribués qui exercent leur influence dans des revues spécialisées. Pratiquement, les individus se sentent désarmés devant ce mécanisme pervers lorsqu'ils vont à la pharmacie ou chez leur médecin.

Il ne faut pas confondre lesdites «campagnes d'information» adressées à la population, ayant pour principale finalité la prévention à l'encontre de certaines pathologies comme le cancer, avec les campagnes publicitaires créées afin de vendre des produits utilisés pour la ménopause, ou pour lutter contre la fatigue due simplement à un rythme de vie exténuant, ou pour garder sous contrôle l'acidité gastrique ou n'importe quel autre trouble qui nous assaille dans la vie quotidienne.

Pour la guérison ou pour le profit ?

C'est précisément sur cet équilibre délicat que travaillent les agences publicitaires et les laboratoires pharmaceutiques qui évaluent les modalités à utiliser afin de promouvoir leurs médicaments auprès des médecins. Il est incontestable que de nombreuses découvertes du secteur pharmaceutique ont été absolument décisives pour grand nombre de patients, et ont contribué à sauver des vies humaines (le cas de la pénicilline pour le traitement des infections en est une preuve). Mais aujourd'hui l'objectif de créer de nouveaux fidèles consommateurs de médicaments est arrivé au point d'estomper la ligne de frontière entre santé et maladie, de rendre les personnes «dépendantes» de médicaments, uniquement parce que ces derniers garantissent un profit et non pas parce qu'ils contribuent à une guérison. Il est condamnable, tant sous le profil moral que scientifique, que les laboratoires pharmaceutiques utilisent des stratégies commerciales agressives, ayant pour finalités évidentes de créer chez les gens, d'un côté le besoin de produits non nécessaires à la santé et de l'autre, de dicter aux médecins la ligne de conduite en matière d'ordonnances à prescrire à leurs patients. Les citoyens réussiront-ils un jour à s'affranchir des conditionnements et à se réapproprier leur propre santé et leur libre arbitre? A ce propos, le travail des associations et de médecins «rebelles», en contre-tendance car non disposés à se plier aux «inventeurs de maladies», est un travail ardu mais qu'il nous faut soutenir avec optimisme. ■

*Rosangela Barcaro, maîtrise de philosophie, Docteur de recherche en bioéthique, Conservateur du *Servizio Documentazione Scientifica dell'Area di Ricerca del C.N.R. di Genova*, auteur de plusieurs articles et monographies dédiés à l'éthique et à la bioéthique.

egalite.essonne.fr

Essonne
LE CONSEIL GÉNÉRAL

FORTE
COURAGEUSE
CASSE-COU
sensible
bavard
fragile

COMBATTRE LES CLICHÉS
c'est construire
L'ÉGALITÉ !

l'ESSONNE dit non aux discriminations

Juin 44 : Les nations bleu, blanc, rouge

par Patrice Renoud

Étrange histoire commune à ces trois pays, drapés dans les mêmes couleurs, que sont la France, la Grande Bretagne et les États-Unis. Non seulement leurs drapeaux sont tricolores bleu, blanc, rouge mais ils ont en commun la démocratie qu'ils ont inventée ensemble et défendue au prix de leur sang. On peut dire que c'est un cas unique à travers le monde et que c'est pour cela qu'ils ont une force morale que personne ne peut égaler. Certes, la France, La Fayette en tête, s'est battue aux cotés des insurgés américains pour leur indépendance et les Américains ne se sont jamais battus contre la France depuis cette indépendance. Mais, sinon, que de liens communs entre ces trois nations fières de leur histoire et de leur amour pour la liberté au point, durant les deux dernières guerres mondiales d'être alliées contre les dictatures avant de l'être durant toute la guerre froide.

On l'oublie souvent et les rivalités sont toujours présentes, favorisées par la langue commune entre les « Anglo-Saxons » ; leur volonté de voir disparaître le français, ce grec du temps moderne qui a survécu à l'*imperium* romain. Dans les familles il y a naturellement des disputes : les Anglais ont brûlé Jeanne d'Arc, soutenu le maire traître de La Rochelle, Jean Guitton, en 1628… mais nos liens sont cependant demeurés forts au point que c'est de Londres que le général de Gaulle a lancé sont appel à la résistance, un certain 18 juin. Churchill l'a un peu regretté disant avec son humour « *so british* » : « *La plus lourde croix que j'ai portée c'est la croix de Lorraine* ».

Il faudrait que quelqu'un, historien de préférence, écrive cette histoire croisée jusqu'au moment où Jacques Chirac a osé dire « *non* » au ridicule George W.Bush dans l'aventure irakienne dont on mesure aujourd'hui l'ampleur des dégâts quand François Hollande, lui, anticipe et précède les Américains (comme pour la Syrie) jusqu'à ce que Obama le lâche en plein vol. Russes et Chinois par contre, au nom de leur passé stalinien commun, continuent à faire front ensemble au niveau international. Heureusement, France, États-Unis, Grande-Bretagne le font également pour la démocratie. Et c'est heureux car ainsi, cette conception du pouvoir progresse encore dans un monde incertain, voire tragique. L'Allemagne, l'Italie… bref l'Europe fait désormais bloc derrière cette vision du monde. Un jour, même Poutine se ralliera ; les dissidents chinois auront aussi voix au chapitre… Une vision droitdel'hommiste, naïve, des choses ? Sans doute, un peu. Mais sans idéal, et même sans utopie, comment pourrions-nous avancer ? Maintenant, ce sont les islamistes qui ont pris le relais et menacent nos libertés, tant en interne qu'à l'international. Gageons que les tricolores bleu, blanc, rouge sauront, fut-ce au prix du sang, une fois encore, surmonter leurs rivalités pour faire face à ce nouvel ennemi commun. « Faire face », c'était la devise de Guynemer, l'aviateur héros bien oublié de la première guerre mondiale. ■

Comment est né le drapeau européen ?

On connaît les origines du drapeau français lorsque le roi a accepté de marier le rouge et le bleu de la ville de Paris avec le blanc du drapeau de la France monarchique ; les origines du drapeau britannique superposant les pavillons anglais, écossais et gallois ; les origines du drapeau des États-Unis multipliant les étoiles de la « star spangled banner » avec le nombre d'États membres… Mais qui connaît les origines du drapeau de l'Union Européenne, né dans les années 50 ? L'Europe communautaire en était alors à ses premiers balbutiements à travers la CECA (Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier), Robert Schuman et Jean Monnet (pas Monnaie, pour l'Euro, qui viendra bien plus tard). On préparait le traité de Rome qui allait créer le marché Commun auquel s'opposeraient les Anglais en créant l'AELE (Association Européenne de Libre Échange) pour rivaliser. En vain. Restait à créer un symbole, un drapeau. Il n'y eut pas de grand concours pour y parvenir.

« *In illo tempore* » (En ce temps-là) la démocratie chrétienne était dominante tant en Allemagne qu'en Italie et en France (M.R.P), les trois principaux pays fondateurs – sur six. Donc les fonctionnaires étaient principalement à leur couleur. Lorsque la question s'est posée, à l'occasion de la réunion d'une des nombreuses commissions qui font le « charme » bureaucratique de l'Europe, un fonctionnaires suggéra que l'on reprenne les couleurs « mariales ». Pour un drapeau nouveau, virginal, cela s'imposait. Ce fut donc le bleu et les étoiles qui entourent toujours la tête de la mère de Jésus. Bingo ! Pas d'opposition. Les laïcards n'existaient pas. Les socialistes européens allaient prendre le train en marche. Et c'est ainsi qu'est né le drapeau européen. Mais nul n'en réclame la modification, d'autant qu'aucune croix n'y figure quand tous les pays musulmans (ou quasiment tous) font figurer le croissant sur leur drapeau. Amen ! ■

L'honneur perdu

Des maux profonds continuent de ronger la société italienne. Les condamnés et les mis en examen sont munis d'un parachute politique de candidatures aux élections européennes et locales. Quelles conclusions en tirer : la politique a-t-elle encore le sens de l'honneur ? L'éthique civile peut-elle se reconstruire ?

Les hommes politiques se voient imposer un devoir constitutionnel que sont la discipline et l'honneur. Et si ce devoir n'est pas respecté, les hommes perdent l'honneur et la politique pareillement. Mais de cela personne ne se préoccupe plus. Au contraire chaque oligarchie, corporation ou centre d'intérêt, fait corps autour de ces « déshonorés », hausse le ton et gomme ainsi la norme constitutionnelle. L'Italie continue d'être envahie d'illustrissimes condamnés très applaudis qui stipulent des pactes sur le futur du pays.

Les hommes politiques, avec un inqualifiable cynisme, s'emploient à défendre un futur siège. Ce sont toujours les mêmes. Ils n'ont même pas pris acte de leur faillite répétée, plusieurs décennies durant, et se représentent avec désinvolture. Certes, les partis sont indispensables à la démocratie mais qui les représente aujourd'hui? Des résidus de cette faillite précisément, fruit d'autres faillites.

Ce qui est surprenant, surtout, ce sont les commentaires d'aucuns voulant faire accroire que les voleurs d'aujourd'hui volent pour eux-mêmes et non plus pour le parti, comme autrefois, et que voler pour le parti serait presque un acte noble par rapport aux malfaiteurs qui volent pour offrir des diamants à leurs maîtresses, se payer une riche demeure aux Caraïbes ou une luxueuse voiture étrangère. En réalité celui qui vole pour le parti est bien pire car il viole non seulement les lois de l'État mais aussi la confiance des citoyens qui ont voté pour ce parti, non pas pour qu'il vole mais afin qu'il gouverne dans le respect de la légalité.

Après les échecs évidents de Berlusconi, distributeur d'optimisme futile et libidineux, qui a dirigé son parti comme un grand patron et échoué sur toute la ligne, de Monti le technocrate, respecté à l'étranger mais qui n'a pas fait grand-chose pour réveiller l'économie, de Letta qui a essayé mais n'était pas le vrai chef de son parti de centre gauche, en décembre dernier, lors des primaires, trois millions d'électeurs du Parti démocrate ont choisi un nouveau secrétaire général.
Les deux tiers ont parié sur Renzi, la plupart des Italiens ayant envie de croire à ses promesses quand bien même certaines sont jugées par trop mirobolantes et, élu librement par son parti, il devrait réussir.

des hommes politiques

par Michel Rocher

Un cercle vicieux

Il n'y a pas d'argent parce que l'État encaisse peu; l'Europe demande des sacrifices mais veut en même temps que l'Italie devienne plus riche, ce qui est un véritable rébus. La situation économique n'est pas bonne : des fléaux endémiques comme la dette de 2.000 milliards d'euros qui la rend vulnérable face à la spéculation financière internationale et le chômage qui prend des proportions inquiétantes. Le développement technologique crée continuellement des postes pour lesquels les jeunes, à force de rogner sur le budget de l'encadrement de l'Education Nationale, ne sont pas préparés. Il faudrait une grande intervention de l'État et de l'Union Européenne. Il suffirait de destiner à l'investissement en postes de travail seulement la moitié des 2.000 milliards mis à la disposition par l'Europe pour sauver les banques au cours des dernières années.

Les détestables marchés sont frileux et sensibles à la moindre hypothèse ou sporadique déclaration d'un politique quelconque. Alors ne serait-il pas temps de conduire une action médiatique qui en limiterait le crédit ? Créer d'autres agences, non anglo-saxonnes, en mesure de fournir aux opinions publiques internationales d'autres mesures que celle de la richesse ? Des agences qui mettraient en exergue la richesse de la production alimentaire des différents pays, puisque les pays riches en produits alimentaires s'en sortiront toujours au nez et à la barbe des produits financiers.

Crier haut et fort encore une fois que la richesse de la terre demeurera toujours le salut de l'homme ne serait-il pas suffisant contre le terrorisme des défauts de paiement? Il faudrait bien sûr avoir le courage de sacrés virages en politique étrangère. Mais, au fond il faut bien faire quelque chose afin que la richesse réelle compte davantage que celle des titres boursiers.

La tragédie de l'immigration

En matière d'immigration chaque État européen fait cavalier seul. L'Italie ne compte aucune loi si ce n'était quelques mesures sur le marché du travail ou plus exactement, au bénéfice du travail au noir.
Ces dernières n'ont pas servi à limiter la clandestinité comme en témoigne les innombrables débarquements – et les morts noyés – mais plutôt à garantir une énorme masse de main d'œuvre à vil coût, des légions de désespérés sans aucun droit, disposés à travailler sous n'importe quelles conditions pour un salaire de misère, aux dépens des travailleurs italiens qui vont amplifier les chiffres du chômage.

En outre, l'Italie n'a pas, non plus, de loi sur le droit d'asile. La plupart des pauvres hères rescapés de la mer sont des familles, en fuite des guerres faites avec des armes européennes et fomentées par de florissantes industries d'armement allemandes, françaises, britanniques et italiennes. Alors, lorsque l'on dit : « Aidons-les chez eux », il faudrait commencer par ne pas vendre d'armes. Mais tant que des hommes politiques ignorants et affamés de votes auront le pouvoir de décision, il sera difficile de s'en sortir.

Comment s'en sortira l'Italie ?

Il faut par conséquent redécouvrir la politique et sa boussole : la Constitution. La dignité des personnes, la justice sociale et la solidarité envers les plus faibles, la légalité et l'abolition des privilèges, l'équité dans la distribution des sacrifices imposés par la crise économique, l'espérance de liberté, de travail et de culture pour les jeunes générations, la justice et la démocratie en Europe, la paix surtout : tout cela existe déjà dans la Constitution et le jeune et dynamique Premier Ministre Matteo Renzi l'a rappelé, non sans provoquer les quolibets de ses « camarades ».

Et pourtant, la défense de la Constitution est avant tout la promotion d'une idée de société, divergente de celle des hommes politiques qui ont œuvré tacitement au fil des ans pour la vider de son contenu, et à présent, pour la falsifier formellement. Elle reste cependant le seul programme pour un futur acceptable en Italie et en Europe. Le résultat des urnes européennes constitue une grande victoire pour le chef du Parti Démocrate, désormais libre de poursuivre ses réformes politiques et électorales. ■

Élections à l'Italienne

Un nouveau risorgimento ?

par Federica Pezzali

Les dernières élections européennes ont inauguré en Italie ce que d'aucuns ont déjà nommé III^{ème} République et qui devrait être une nouvelle phase de croissance. C'est du moins ce qu'espèrent les 11 millions d'italiens qui ont fait confiance au Parti Démocrate du Premier Ministre Matteo Renzi. Près de 41 %. Record historique du PD qui, il y a un an encore, n'obtenait que 25% aux élections politiques. Aujourd'hui le PD est le parti qui a remporté le plus grand nombre de voix dans la famille socialiste européenne. Même aux élections administratives partielles qui se sont déroulées le même jour, ont a pu constater la nette victoire du Parti Démocrate. Il suffit de penser que le bras droit de Renzi, Dario Nardella, a succédé à celui-ci à la Mairie de Florence avec un score de près de 60 % des voix.

Succès du PD, comparable donc à celui de la Démocratie Chrétienne de 1958. Succès que la Gauche Radicale (4 % des voix) a essayé de s'accaparer, se définissant l'unique gauche possible en Italie. En réalité, Matteo Renzi, Secrétaire du PD et Président du Conseil, a réussi à engranger un vote transversal en rassemblant les attentes des petites et moyennes entreprises, des vacataires, du peuple du centre-gauche et des mécontents du centre-droite.
Arrivé au pouvoir sans passer par les urnes, il est désormais légitimé par le vote populaire et peut procéder au travail des réformes. Les récents résultats de l'Institut National de Statistiques donnent 6 millions de chômeurs et un nombre de naissances à son minimum historique. Le mécontentement et la défiance se sont manifestés par une abstention de plus de 40 %, un record là aussi en Italie. Dans ce contexte, l'ambition et l'engagement de Renzi sont d'activer la réforme du travail, de l'administration publique, du sénat, de la justice, ainsi que la réforme électorale.

Monti descendu

Pour l'opposition, les élections européennes ont été un véritable cataclysme. Scelta Civica, parti fondé par Mario Monti, ancien Président du Conseil et Commissaire européen, n'a obtenu que 0,71 %, résultat qui conduira probablement à sa dissolution.
Le parti de Berlusconi est arrivé à un maigre 16,82 %. Piètre résultat qui a déclenché un grand débat en son sein sur les choix de la campagne électorale et celui de son chef. Par delà des voix tonitruantes préconisant sa fille Marina, s'élève celle de Raffaele Fitto, ancien président de la Région Pouilles. Fort de son résultat record, le second en Italie, avec 284.712 préférences sur les autres, il a immédiatement demandé l'ouverture d'un débat et lancé une proposition de primaires pour la succession à Berlusconi.
Mais la défaite la plus cuisante aux européennes 2014 revient au Movimento 5 Etoiles de Beppe Grillo, cofondé avec l'homme d'affaire Gianroberto Casaleggio. Ce mouvement qui, en quelques années, s'est imposé comme la force la plus explosive dans le panorama politique national, n'arrive que 2ème dans la classification, avec 21 % des voix exprimées. 20 points d'écart avec le PD. Et sa défaite réside précisément en cela : le fait d'avoir cru jusqu'au bout pouvoir outrepasser le score de Renzi. Là aussi, les voix des dissidents n'ont pas manqué de se faire entendre. Celles de ceux qui contestent les choix des deux chefs, la conduite de la campagne électorale et la gestion de la communication des groupes parlementaires.
Une dernière réflexion concerne les sondages, grands perdants de ces élections. Personne n'avait prévu l'exceptionnel résultat du PD de Matteo Renzi. Jusqu'au bout la prévision était celle d'un tête-à-tête PD-M5S. Mais personne ne pouvait imaginer un tel résultat. Pas même le PD qui durant la soirée électorale, assistait fébrilement aux résultats peu encourageants du Parti Socialiste en France.

Et maintenant, *avanti Matteo, coraggio, vai !* ■

Traduction de Michel Rocher – NDH-ITALIE

PINACOTHÈQUE DE PARIS 10 AVRIL - 7 SEPTEMBRE 2014

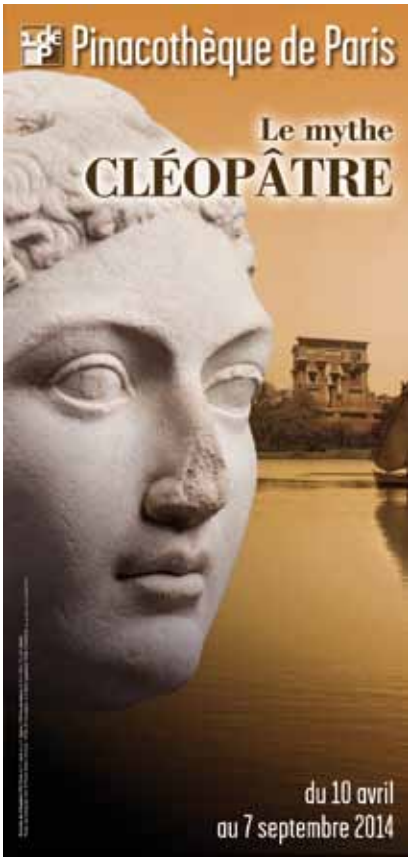
Le mythe Cléopâtre :

Le pouvoir d'une femme de l'antiquité à Hollywood

par Véronique Bévin et Michèle Colomes

Marc Restellini, directeur de la Pinacothèque de Paris, nous présente à travers une exposition unique de plus de 350 pièces de musée, ce personnage hors norme de l'Histoire, très controversé, devenu une légende au fil du temps.

A l'entrée de l'exposition un portrait de Cléopâtre, seule représentation aujourd'hui à peu près complète et non détériorée venant du musée des Antiquités de Turin surprend le visiteur par sa pureté. Imaginée irrésistible, la seule femme qui règne pendant l'Antiquité est même présentée comme la plus belle femme du monde, dont le nez reste célèbre par la phrase de Pascal: *« Le nez de Cléopâtre, s'il eût été plus court, toute la face de la terre aurait changé. »* (*Pensées,* p. 162).
Comment cette jeune reine grecque de 18 ans, née en 69 avant J.C – descendante de Ptolémée 1er, fils de Lagos, général d'Alexandre le Grand, qui reçut l'Égypte en partage à la mort de l'Empereur et devint Pharaon pour asseoir son pouvoir et gouverner cette province, peut-elle avoir été au centre des attentions de son vivant, et comment après sa mort, peut-elle être devenue l'un des mythes les plus durables de l'histoire de l'humanité ? De l'archéologie qui montre une réalité historique jusqu'à la peinture, le théâtre, les arts décoratifs, l'opéra et le cinéma, cette exposition tente de répondre à cette question.



Le dépliant de l'exposition, téléchargeable sur le site de la pinacothèque

Le commissaire de l'exposition, Giovanni Gentili, décrit Cléopâtre comme une petite femme charismatique, première reine de la mode, de grande culture, parlant sept langues, à la voix de velours, cruelle séductrice qui se bat pour l'indépendance de son pays en renforçant l'économie égyptienne exsangue. Grâce à la complicité d'un serviteur qui la porte enfermée dans un sac, enroulée dans un tapis selon la légende, elle s'introduit dans le Palais pour séduire le Général victorieux César ! Alexandrie est alors un carrefour entre l'Inde et l'Occident, aux richesses fabuleuses. Rome détient l'armée la plus puissante du monde antique : son union avec César, puis Marc Antoine fera ainsi la force de l'Égypte. Animés d'un même désir - celui de vivre comme les dieux, elle s'identifiant à Aphrodite-Isis, lui à Dionysos-Osiris - ils mènent à Alexandrie, pendant une année, *« la vie inimitable »*, selon Plutarque.Isis-Cléopâtre étant la déesse de la navigation qui invente la voile pour acheminer le blé vers l'Egypte, Osiris-Marc Antoine étant le dieu de la végétation, ils bénéficient d'une grande popularité. Elle régna 22 ans et eut un enfant de César et trois de Marc Antoine.

Pour Marc Restellini tout ce qui a trait à Cléopâtre relève de la légende : « *De la romance supposée qu'elle a vécue avec César puis avec Marc Antoine - dont on ne sait encore aujourd'hui s'il s'agit d'une vraie histoire d'amour ou de l'acte politique d'une brillante stratège qui pensait avec une acuité politique unique le destin de son pays - à sa mort devenue à elle seule l'une des images les plus classiques de son personnage... »*

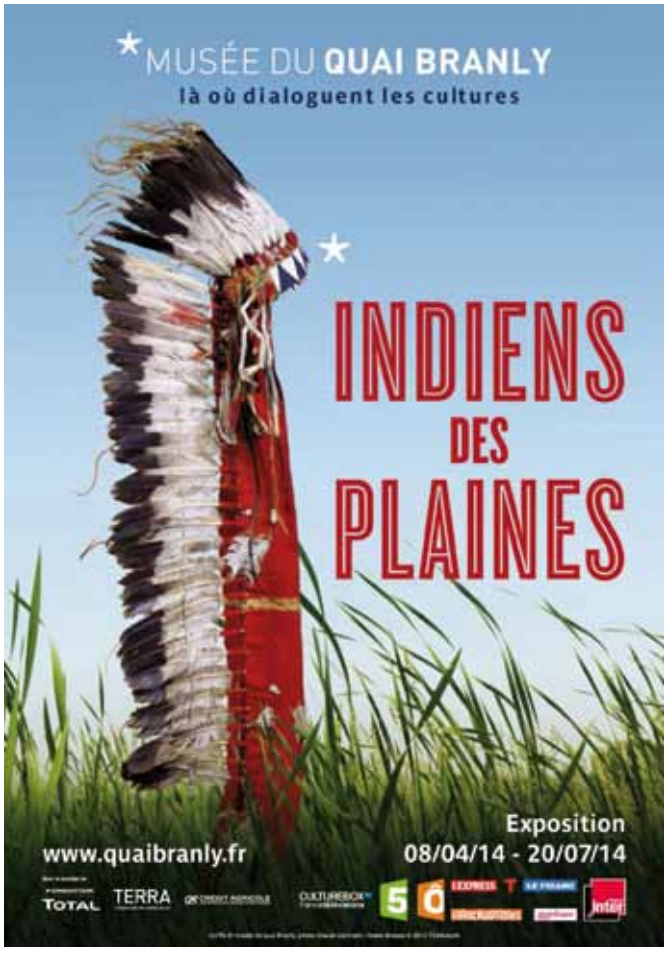
Très forte en poison, elle aurait bu une mixture de sa confection, pour se suicider à l'âge de 39 ans , sans avoir recours à l'aspic de légende, après l'écrasement de l'armée de Marc Antoine par celle d'Auguste à la bataille navale d'Actium et le rattachement de l'Égypte à l'Empire romain.
Le mythe de Cléopâtre va subir une longue évolution historique, de Virgile à Shakespeare puis un engouement à partir de la campagne d'Egypte de Bonaparte. Cléopâtre fut dénigrée à sa mort par les écrivains désireux de plaire à leur protecteur romain Auguste, puis progressivement magnifiée par les artistes jusqu'à nos jours.
La fin de l'exposition présente les merveilleuses robes dessinées pour Elisabeth Taylor dans le chef-d'œuvre hollywoodien de Mankiewicz, ainsi que l'armure de César portée par Rex Harrison et celle de Marc Antoine arborée par Richard Burton dans ce même film, sans oublier celle de Monica Bellucci dans « *Astérix et Obélix : Mission Cléopâtre* »

Disparue il y a 2000 ans, cette reine mythique continue de fasciner l'imaginaire populaire, qui semble apercevoir l'empreinte du profil de Cléopâtre sur un versant du Mont-Blanc... Cette exposition a reçu un accueil chaleureux au LACMA (Musée du Comté de Los Angeles), qui perpétue la légende. ■

EXPOSITION AU MUSÉE DES ARTS PREMIERS DU QUAI BRANLY SUR LES INDIENS DES PLAINES

JUSQU'AU 20 JUILLET 2014

par Jean-Dominique Capocci



Qui n'a pas joué un jour aux cow-boys et aux indiens, et contre l'avis du Général Sheridan ou Sherman, tous les Indiens n'ont pas besoin d'être morts pour être bons. Aujourd'hui au musée du quai Branly une exposition se tient en hommage aux Indiens des plaines.

Le musée rend hommage aux Indiens des plaines dans une exposition rassemblant plus de 130 objets et œuvres d'art du XVI^{ème} au XX^{ème} siècle. Les Sioux, Cheyennes, Crows, Blackfeet, Crees, Ojibways, Mandans, Pawnees, Kiowas, Osages, Apaches, Comanches… Tous ces noms nous sont connus par les westerns, et surtout avec « *Danse avec les loups* » qui les présente comme des victimes ainsi que le combat de Kevin Costner pour les indiens d'Amérique.

Ils n'ont toujours pas les mêmes droits que leurs colonisateurs ; et leur dernière révolte à Wounded Knee en 1973 sous Nixon n'a pas obtenu satisfaction.
Les Indiens des plaines sont aujourd'hui célébrés par une exposition au musée du quai Branly. Leur Art, et aussi leur vécu nous sont montrés : des vêtements décorés de peintures et de perles, pipes, porte-bébés, haches, bottes, mocassins, manteaux, peaux tannées… et un art qui se poursuit jusqu'à aujourd'hui.

Leur Art commence, comme chez nous en Ardèche dans la grotte Chauvet près de Vallon Pont d'Arc, par des peintures sur les falaises et les parois des grottes du sud-est du Colorado aux Black Hills et aux Wind River Mountains avec un art rupestre datant de sept à dix-mille ans.

La mort du bison, les tueries pour affamer les Indiens, le massacre des Cheyennes, à Sand Creek (voir le film *Soldat Bleu*). La politique pour contenir les populations autochtones menée par les colonisateurs européens ; traiter les Indiens comme des souverains étrangers tant qu'ils ne s'opposaient pas à la progression des « forces du destin ». Pour cela les chefs des tribus étaient incités à signer les traités imposés pour réduire leurs territoires et les transférer dans des réserves.

Pour mémoire, n'oublions pas non plus que pour la libération de notre pays, les dirigeants américains ont utilisé la langue des Comanches, comme code secret pour berner les nazis lors du débarquement en Normandie.

En 1973, sous Richard Nixon, une nouvelle révolte a eu lieu à Wounded Knee, pour faire reconnaître leur droit d'êtres humains habitant l'Amérique du nord avant les Européens ; ce fut en vain. Le gouvernement des U.S.A. leur a refusé cette reconnaissance en les obligeant de continuer à vivre sans des droits égaux à la citoyenneté américaine.
Il faut voir cette exposition pour se rappeler que nous sommes tous des Indiens dans des villes allant au musée. ■

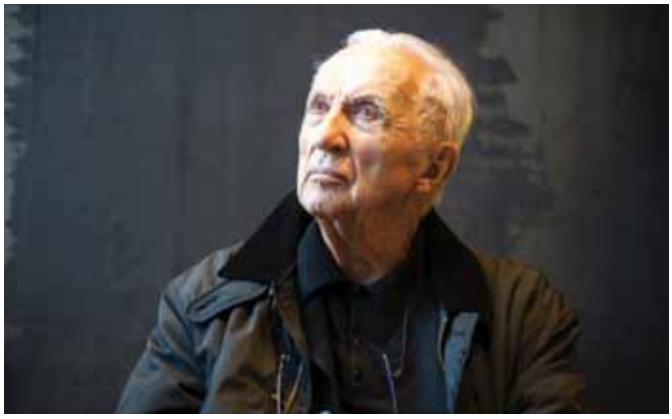
MUSÉE PIERRE SOULAGES

Soulages, retour au pays natal

Son musée, pour lequel l'artiste – le plus aimé des Français – a fait une donation de près de 500 œuvres, ouvre fin mai à Rodez.

par Michel Rocher

Les architectes catalans ont inventé un bâtiment superbe qui lui ressemble, posé dans l'axe de la cathédrale, comme une réponse contemporaine à l'histoire du Rouergue.



« J'ai été frappé par l'enthousiasme de l'équipe qui travaille sur le chantier. Des architectes catalans aux ouvriers venus de toute la région, ils collaborent avec une facilité et une complicité magnifiques. Cette ville, je l'ai abandonnée très jeune, dès mon bac. Ses couleurs me vont bien, elles ne sont pas bariolées. Ce n'est pas non plus le gris de Paris, si beau, si sophistiqué. Paris est un monde de raffinement. Ici, c'est plutôt un monde de sévérité et de fidélité. Quand on est ami avec les gens de Rodez, c'est à la vie à la mort. Ils sont droits, ne changent jamais d'avis. Je reçois des lettres incroyables qui me touchent. Certains ramènent le choc de la peinture à leur foi, d'autres sont complètement athées et me disent à quel point ce qu'ils voient va loin en eux. Et c'est tout ce que je demande. Même si je peins pour moi, pour avoir une raison de vivre.

Quand je ne peins pas, j'ai l'impression que je n'existe plus. Ce n'est pas bien. Il vaut mieux savoir qu'on existe. La cathédrale est quelque chose qui a compté pour moi. Surtout son mur nu, j'aime cet à-plat vertical. Ce n'est pas la méditation, pas le recueillement, pas indépendant de l'action de peindre. C'est ce qui se passe pendant que je peins. Je constate que la réalité dépasse toujours ce que j'imagine. La peinture me propose souvent ce que je n'ai pas eu l'idée de faire. Et quelquefois, je retombe dans ce que je fais. Et tomber veut tout dire… Je tombe et j'en sors. Peindre, c'est un plaisir, toujours. Une aventure, toujours. Mais une aventure vécue à l'intérieur de ce que je suis et de ce que j'aime. C'est ça ma vie de peintre ».

Pierre Soulages, « Un grand rêveur du noir »

Nommer une couleur, c'est désigner un concept. Nous ne pouvons ni percevoir, ni imaginer, du rouge, du bleu ou du jaune en soi. La couleur perçue est plus ou moins mate ou brillante, transparente ou opaque.
Elle dépend de la nature du support, lisse ou rugueux par exemple, du pigment utilisé et de la densité de la matière colorante, des couleurs qui l'entourent et de la manière dont la surface colorée réfléchit la lumière. Le noir perçu ou imaginé dépend des mêmes données. Ainsi Pierre Soulages recommande-t-il au spectateur de regarder ses noirs avec les yeux et non avec le mot "noir" qu'il a dans la tête, rappelant qu'une toile, fût-elle entièrement couverte de noir, s'adresse à la sensibilité avant de solliciter l'intellect.
Si on peut penser que le blanc contient potentiellement toutes les couleurs, le noir est absence de couleurs et de lumière. D'un point de vue physique, le noir n'est pas une couleur. D'un point de vue chimique, il en est autrement.
Il est possible de mélanger certains pigments pour obtenir la couleur noire. Pour le peintre, le noir, comme tout autre couleur absorbe et réfléchit la lumière. Rêver le noir est donc une expérience singulière et paradoxale. C'est rêver une absence, l'absence de couleurs et de lumière.

Les « grands rêveurs du noir », selon l'expression de Gaston Bachelard sont ceux dont l'imagination tente de pénétrer au plus profond de l'intimité des substances, dans une sorte de nuit absolue qui est « négation substantielle de tout ce qui atteint la lumière », « le noir dans la noirceur ». Mais ils sont aussi et en même temps ceux qui rêvent le noir comme une nuit féconde dont émerge la lumière, le noir comme « gîte ultime des couleurs ». ■

Pierre Soulages, Peinture 244 x 181 cm

1900, C'ÉTAIT LA BELLE ÉPOQUE

DU 2 AVRIL AU 17 AOÛT 2014

Henri de Toulouse-Lautrec (1864 – 1901). Marcelle Lender dansant le boléro dans Chilpéric, 1895-1896. Huile sur toile ; 145 × 149 cm. Washington, National Gallery of Art, collection of Mr and Mrs John Hay Whitney © Bridgeman Giraudon

Cette exposition qui se tient au Petit Palais, nous fait revenir en arrière au tout début du XX^{ème} siècle, quand Paris était le centre du monde.

Notre capitale n'avait jamais été aussi rayonnante. Nous sommes à l'aube du XX^{ème} siècle. Paris accueille l'Exposition Universelle qui montre tous les progrès technologiques de notre monde.

La haute couture parisienne est le modèle absolu de la mode féminine. On vient aussi à Paris pour s'encanailler au Moulin Rouge, aux Folies-Bergère…
Paris est la ville des spectacles, des expositions, des artistes : Renoir, Bourdelle, Rodin, Monet, Pissarro, Cézanne, Camille Claudel, et bien d'autres à venir. Fauves ou non.
Cette exposition couvre deux décennies (1870-1890), une période morose, et la future première guerre mondiale. Dans le Petit Palais, construit pour l'exposition universelle de 1900, il nous est proposé un parcours à travers 600 œuvres peintures, bijoux, meubles, affiches, costumes, objets d'art…le tout baigné d'une atmosphère d'euphorie et un parfum d'insouciance qui semble être celui qui domine cette époque. On passe du métro parisien à une évocation coquine des maisons closes. Chaque glissement progressif du plaisir passe d'un univers à un autre, ponctué de films d'époque.

Partout des noms évocateurs : Gallé, Guymard, Gervex, Sarah Bernhardt, les Frères Lumières, Aristide Bruant… Ce quart de siècle nous a laissé un souvenir indélébile. Mais il ne faut pas pour autant en conclure qu'il n'y avait que fêtes et bonheur ; que la misère et l'exploitation n'existaient plus.
Même si cette exposition ne nous montre que le bon côté des choses autant nous en réjouir, bien que ce rêve fut brisé à l'été 1914. ■

Par Jean-Dominique Capocci

Qu'est-ce qu'on a fait au bon Dieu ?

Un film de Philippe de Chauveron

Le cinéma français explose dans le comique quand le cinéma américain explose dans la violence. Est-ce un reflet de l'esprit national de chacun ? Un peu… beaucoup sans doute.
Pas un film américain sans coups de feu, policiers, hôpital, juges… tandis qu'en France, beaucoup de cinéastes (à part Luc Besson) excellent dans la comédie et nous procurent une part de bonheur.
Ici, pas de super-héros qui, à eux seuls, matent la planète entière ; où le super-man abat tous les méchants… comme dans les écoles américaines (il serait d'ailleurs intéressant de mener une étude sur cette passion cinématographique purement américaine pour le héros invicible et le fameux « mythe du surhomme », mis en scène en d'autres temps par Leni Riefenstahl).
En France, c'est « Le fabuleux destin d'Amélie Poulain », c'est « Bienvenue chez les ch'tis », c'est « Intouchable ». Aujourd'hui, on assiste au phénomène « Qu'est-ce qu'on a fait au bon Dieu » avec Christian Clavier en… vedette américaine.

Dans ce film caricatural, un bon père de famille doit marier ses filles avec un juif, un arabe, un africain… où le communautarisme perle sous l'intégration officielle. Puis, tout s'arrange, comme depuis des siècles en France.

À mi-chemin entre le mythe et la réalité, le public hexagonal se précipite, et rit de lui-même. Il nous faudra encore de bons films comme celui-là pour contrer une société qui semble décadente, où la vie n'a plus de prix. ■

Cristeros

Un film du réalisateur Dean Wright

Ce que l'on ne sait guère, c'est que le Mexique a connu sa « guerre de Vendée » où, dans un pays de tradition catholique, le Mexique, tout ce qui était chrétien était impitoyablement pourchassé, au mépris de la liberté de conscience.

Après, comme pour la Shoah ou le génocide arménien certains (voire beaucoup) veulent jeter un voile pudique sur les crimes de masse (comme on apocope chez nous le génocide en Vendée, où colonnes infernales et écrasement de la rébellion royaliste firent environ 500 000 morts).

Idem pour les orthodoxes en Russie après 1917 avant que le « petit père des peuples » ne mobilise les chrétiens pour vaincre le nazisme.

Au Mexique, c'est de 1926 à 1929 que la chasse aux croyants atteint des sommets, ce qu'avait déjà narré Graham Green dans *« La puissance et la gloire »*. C'est Andy Garcia, né à Cuba, qui incarne le chef principal de la rébellion populaire.

A voir absolument car cet épisode sanglant est beaucoup moins connu que la révolution de 1910 menée par Zapata et Pancho Villa. ■

DES LIVRES

Le Mal napoléonien

Lionel Jospin

Le Seuil, 19 €

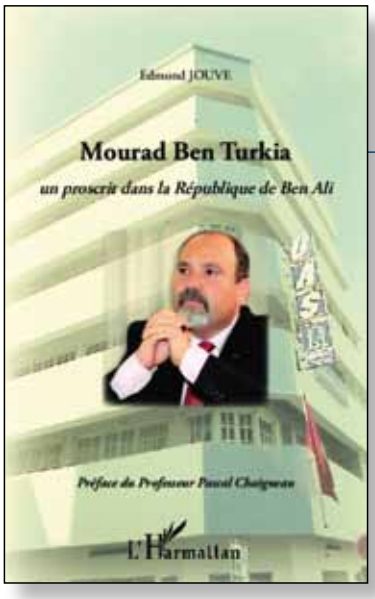
Lionel Jospin est un hors pair. Peut-être, – en tout cas, en attendant – le dernier personnage de l'histoire de France, avant l'arrivée au pouvoir de demi-soldes, d'amuseurs de galerie. Pas un drôle, même un peu triste – un protestant, quoi ! – comme on les adore (cf. Evelyne Sullerot) avec leur éthique, leur rigueur et leur caractère. Ah, que n'ont-ils connu les protestants de l'intérieur, les jésuites dont ils sont frères… sauf « administrativement » (« c'est grave docteur ? »). Dans cet écrit singulier qu'est « Le mal napoléonien », Lionel Jospin qui a, durant cinq ans, été le Premier Ministre de la France, donc apte à en mesurer la lourde charge ; ce nouveau Mendès-France radiographie cette exception de l'Histoire qu'est Bonaparte.

Une analyse juste qu'il pousse jusqu'à son empreinte sur la France actuelle. C'est dire si ce n'est pas qu'un livre historique mais l'œuvre d'un homme d'expérience. On ne peut que partager le contenu de cet ouvrage jusqu'à l'actualité de la dernière génération de Français.

Et c'est là, plus encore, où il nous interpelle. Inutile de résumer ce livre qui fera date. Même mon ami Philippe de Saint Robert, gaulliste pur jus, Président du jury du Prix littéraire des droits de l'Homme, ne pourra qu'approuver : *« Le gaullisme de la Résistance n'est pas un bonapartisme. »* Car de Gaulle n'aurait pas vendu la Louisiane, n'aurait pas fait fusiller le duc d'Enghien, n'aurait pas envahi la Russie, l'Espagne…

Mais, voilà, on ne refait pas l'histoire et Lionel Jospin, qui a eu le tort (par dignité, hélas) de se retirer de la vie politique française (comme de Gaulle) sait s'élever au-dessus des contingences et, tout en critiquant Bonaparte, Napoléon, voir le positif dans le négatif. ■

P.B.



Mourad Ben Turkia : Un proscrit de la République

Edmond Jouve

Éditions L'Harmattan, 29 €

C'est par sens du devoir et de l'amitié que le professeur Jouve a écrit cette biographie de Mourad Ben Turkia, universitaire et fondateur d'universités. Et cela honore tant Edmond Jouve que Mourad Ben Turkia. Car ce livre documenté devait être écrit par des témoins de la vie passionnée de cet intellectuel devenu bâtisseur malgré l'énergie qu'a mise le Président Ben Ali à contrer ses entreprises

ET NOUS...

auxquelles son épouse a été étroitement associée par la création d'écoles prospères qui font honneur à la Tunisie toute entière.
Mourad Ben Turkia, élite de l'université française, eut d'autant plus de mérite que, gravement malade, le régime dictatorial crut se débarrasser de lui en lui interdisant de quitter le sol natal pour venir se faire soigner à Paris.
Aucune intervention humanitaire (y compris du Président Chirac) ne parvint à faire plier celui qui, déjà, avait humilié son illustre prédécesseur, le Président Habib Bourguiba.
Pour tous les amoureux de la Tunisie, cet ouvrage d'Edmond Jouve est une somme qui, hélas, ne les rajeunit pas mais dans laquelle ils se retrouveront, encouragés par la brillante préface du professeur Pascal Chaigneau, pilier de l'université Paris-Descartes Sorbonne. D'aucuns reprocheront à cette biographie d'être une illustration de la « république des professeurs » voire d'une « internationale ». Et ils auront tort.
Mourad Ben Turkia est d'abord un homme ; un homme de foi et de courage ; une figure qui préfigure la Tunisie post Ben Ali. Celle qui a inauguré les révolutions du printemps arabe. Osons le dire : la seule qui a réussi…
Mais, comme le disait la mère de Napoléon « *Pourvou qué çà doure* ». ■

P.B.

Lettre d'une enfant de la guerre aux enfants de la crise

Evelyne Sullerot
Fayard, 17 €

Evelyne Sullerot revient, après trois années d'absence comme écrivain. Son dernier ouvrage : « *Nous avions 15 ans en 1940* » (Fayard) qui devait être le 30ème n'était pas passé inaperçu et nous, ses amis de toujours nous inquiétions de son silence, de la suite. Car à 89 ans il n'était pas pensable qu'elle fût une retraitée intellectuelle. Et nous espérons bien que ce livre ne sera pas une sorte de testament. Le titre nous indique le contenu du sujet qu'elle traite, tant avec son caractère qu'avec son talent littéraire habituel, lesquels se confondent souvent chez les personnalités. Evelyne Sullerot, ici, fait un parallèle entre la jeunesse des années 40-60 et celle d'aujourd'hui en comparant leurs conditions matérielles, sociales etc. Elle rappelle ce que fut la vie qui précéda le baby-boom, les risques, les privations, quand elle n'avait que 15 ans, déjà engagée aux côtés de la Résistance, et celle des jeunes d'aujourd'hui, face à la crise, qui en angoisse beaucoup. Dans ce livre qui on l'espère, fera date, l'auteur développe un vision dans le long terme. Elle survole trois quarts de siècle pour terminer par un appel à la mobilisation des énergies, du volontarisme.

Citons-la : « *Non, on n'abandonne pas un pays comme la France. Vous n'êtes pas la première génération à qui on coupe les ailes !* ».
Il y a du de Gaulle dans cette femme à l'éthique protestante qui stimule les énergies et la jeunesse actuelle. Puissent les médias qui, comme dans les jeux du cirque, à Rome, en levant ou en baissant le pouce, font ou défont, lui donner la parole, même si ils n'aiment que ce qui est négatif. ■

P.B.

Les Brèves de Pol et Mique

6 juin 44
La plage de débarquement d'Omaha Beach va être rebaptisée Obama Beach.

André Dupont
« François Hollande est gauche mais pas de gauche… »

Bien vu
« Optic 2000 » a retiré sa publicité « Optic 2000 » à Jauni A l'idée. Selon le directeur, il représentait trop les années fric. Vive la crise !

Le mieux empire
Napoléon III, c'était mieux que Napoléon 1er, empire.

Coupez ! Action…
Entendu sur l'échafaud, avant exécution : « Je ne suis pas coupable. » En deux.

Salut l'art triste
Fréderic Mitterrand quitte France Inter. On n'entendra plus chaque soir : « Bonsoiiir » et, surtout son vocabulaire développé « admirable, extraordinaire, merveilleux, formidable »…

Nouveaux Droits de l'Homme

ADHÉRER À NDH

à retourner à :
Nouveaux Droits de l'Homme
- 14, Cité Vaneau 75007 Paris -
Tél.: 01.47.53.78.78 - Fax : 01.45.56.07.06
ndh-ong@wanadoo.fr
www.ndh-france.org

M. Mme ..... **Prénom** .....

Adresse .....

Tél.: .....

demande mon inscription et joins le montant de ma cotisation annuelle :

60 € et 30 € (étudiants, réfugiés, chômeurs)

A ..... **le**..... **Signature :**

Bourgogne
Conseil régional

La **Région Bourgogne** s'engage en faveur de la **solidarité internationale**

Il n'y a pas de paix durable sans développement économique et sans éducation des peuples

Contribuer au changement des conditions de vie des habitants des pays en développement, à leur formation ; favoriser l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, c'est participer à créer les conditions favorables à la paix.

Afin d'améliorer les perspectives de vie des hommes et des femmes des pays du Sud, la Région Bourgogne accompagne les structures bourguignonnes qui mènent des actions en faveur d'un développement économique et social durable de ces pays.
Chaque année ce sont plus de 40 projets qui se concrétisent.

Des membres de l'association *Apprenons bâtissons le monde*, **lors d'un chantier à Madagascar**

www.region-bourgogne.fr

Conseil régional de Bourgogne - Page officielle

SOIF DE **JEUNESSE ?**
Rexaline retient **l'eau** qui retient la **jeunesse**

5x plus Duo d'Acide Hyaluronique 5x plus concentré*

Grâce au complexe Rexaline
la peau retrouve
fermeté et **éclat**

HYDRA-DOSE
Crème Jeunesse Sur-Hydratante

Test instrumental : Hydratation [**+50%**][1]
Tests d'auto-évaluation :
Densité [**80%**][2] Éclat [**83%**][2]

Etudes cliniques réalisées par
les laboratoires indépendants AMA

Imagine for Margo
Children without CANCER

[1]Test instrumental sur un panel de 11 femmes après 2 heures.
[2]Test d'auto-évaluation sur un panel de 30 femmes après 28 jours.
*Versus Complexe d'origine.

Rexaline®
développé par nos laboratoires
www.rexaline.com